

Alèssi Dell'Umbria (part.I)

LE DISCOURS IDÉOLOGIQUE RÉPUBLICAIN A ANESTHÉSIÉ TOUTE CULTURE DE LA RÉVOLTE

La révolte de 2005 était-elle prévisible ?

Une révolte n'est jamais prévisible. Encore heureux ! La réaction des gens de Clichy-sous-Bois à la mort des deux minots n'avait en soi rien de surprenant : c'était la moindre des choses. Mais c'est cette incroyable contagion qui a pris tout le monde par surprise. J'avoue être moi-même resté stupéfait, la première semaine... Ce qui m'a également surpris, c'est la réaction de pas mal de gens de ma génération, au quartier. Je parle là de gens souvent issus des cités des quartiers Nord ou Est, et qui sont descendus vivre en-ville, certains que je connais bien et qui ont connu étant minots ce que vivent les jeunes des banlieues d'aujourd'hui... Ils avaient pourtant une réaction assez négative envers cette révolte, sur un thème récurrent : « N'importe quoi, ils brûlent les voitures des gens qui habitent leur cité et sont aussi pauvres qu'eux », et c'est tout. Venant de gens qui, somme toute, avaient fait pareil étant jeunes, c'était un peu court. De telles réactions révèlent une faille. Elles appelaient, en réponse, à défendre la légitimité d'une telle révolte. C'est ce que j'ai essayé de faire en écrivant *C'est de la Racaille ?* Eh bien, j'en suis [14](#) (que Agone a réédité récemment sous le titre, que je trouve assez plat, *La rage et la révolte*, avec une postface sur ce qui s'est passé depuis).

Suivant le point de vue d'où l'on se place, on peut voir simplement dans cette révolte une conséquence d'un système post-colonial appliqué aux immigrés et à leur descendance. Il y a du vrai dans ce point de vue, mais il nous donne une vision partielle. Après tout, la délinquance juvénile, le fameux « malaise des banlieues », étaient déjà dénoncés en 1960, et c'étaient de jeunes blancs qui semaient la terreur dans la France d'alors. À partir de ma propre trajectoire personnelle et des événements auxquels j'ai été mêlé ou que j'ai observés de près, à partir de ma ville, j'avais un autre point de vue. Pour moi, cette révolte prenait tout son sens par rapport à la construction de cette entité qu'est la France. De la même manière que la grande révolte multiraciale de Los Angeles en 1992 a radicalement mis à nu le modèle américain, la révolte de 2005 en a fait autant avec le modèle français. Deux pays qui constituent dans le monde entier des modèles idéologiques très forts - pour faire court, je dirai que dans l'un c'est l'argent qui organise le vide social, dans l'autre c'est l'État. On voit donc l'importance de ces événements.

« La grande révolte multiraciale de Los Angeles en 1992 a radicalement mis à nu le modèle américain, la révolte de 2005 en a fait autant avec le modèle français. »

Même si leur matérialisation a pu varier : cette révolte a par exemple été moins importante à Marseille qu'à d'autres endroits...

Marseille est de toute façon toujours un peu à part. D'abord, il faut bien voir qu'elle a été la première ville de France où les responsables du maintien de l'ordre ont eu affaire à la révolte endémique dans les cités, dès le milieu des années 1970, et ils ont accumulé un vrai savoir-faire en matière de prévention et de répression. Pensez un peu qu'en 1976, un supermarché rue Félix Pyat fermait à cause des pillages répétés commis par les bandes du Parc Bellevue, événement répercuté dans les médias nationaux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les cités marseillaises sont sous observation. En 2005, les autorités ont donc anticipé. Un exemple, dans les quartiers Est, la cité HLM Air-Bel, qui défraye régulièrement la chronique ; les flics n'avaient pas besoin de réfléchir longtemps pour identifier la seule cible potentielle là-bas, un concessionnaire Peugeot se trouvant sur un boulevard à 300 mètres de la cité : quand les minots ont débarqué un soir pour l'incendier, les CRS et la BAC les attendaient de pied ferme, et scappa via ! C'est arrivé ailleurs, au Carrefour du Merlan : un groupe descendu pour le piller a été précédé par les flics. Il est vrai que ceux-ci commencent à avoir l'habitude : dans les années 1980, il y avait de façon périodique des affrontements dans cet hypermarché, entre les jeunes des cités environnantes d'une part (Busserine, Flamands, Font Vert, Corot), les vigiles et les flics de l'autre. En 2005, enfin, le maire et le préfet se sont mis d'accord dès les premiers incidents pour imposer un black-out médiatique total : Gaudin a déclaré qu'il ne voulait pas que des incendiaires viennent ruiner dix ans de travail voués à donner une autre image de Marseille. Et, quoi qu'on dise, le fait que leurs actions passent à la télé a été un facteur très stimulant pour les incendiaires.

Après, il y a des cas particuliers. La Busserine, dans les années 1980 véritable zone de guerre avec les flics, est devenue depuis dix ans le supermarché du shit : les minots savent que s'ils caillaient une bagnole de flics, ils vont se

faire camfrer par les « chefs du charbon » (selon leurs propres dires), parce que c'est mauvais pour le deal. Les petits dealers épisodiques participent eux-aussi aux caillassages des patrouilles de flics – de toute manière, nombreux sont les ados qui dealent un peu aujourd'hui, ne serait-ce que pour se payer leur consommation personnelle – ; mais ceux qui opèrent dans la catégorie au-dessus, les dealers directement connectés sur les arrivages et qui organisent un vrai business, n'ont aucune envie que ça pète avec les condés. A Marseille comme à Paris.

Mais, heureusement, les patrons du charbon ne contrôlent pas tout. Plusieurs fois par semaine, on lit dans la rubrique des faits divers que les CRS ou la BAC se sont fait caillasser dans telle ou telle cité. L'été 2009, une grenade a même été lancée contre le commissariat de la rue Felix Pyat, en plein Parc Bellevue : quatre voitures de la police ont été bousillées... Et, pour prendre l'exemple de la seule journée de hier : une voiture de police a reçu un parpaing sur le toit, cité Corot, tandis qu'à la Porte d'Aix, en-ville donc, une patrouille qui emmerdait un petit vendeur à la sauvette a été attaquée par plusieurs dizaines de personnes... Il n'est pas rare que ça éclate en-ville, comme au Panier, il y a une dizaine d'années : un groupe de six inspecteurs s'est fait massacrer par les jeunes du quartier, place de Lenche, où ils avaient eu l'imprudence de venir dîner en terrasse une fois leur service terminé ; le vin aidant, ils ont commencé à apostropher des jeunes, et la réaction n'a pas tardé. Les six sont repartis sur des civières, un dans le coma. Les jeunes se les ont pris à coups de U, vous voyez ces U d'acier avec un gros cadenas qu'on met sur les scooters... Un canard parisien a titré alors quelque chose comme « le malaise des banlieues en plein cœur d'une ville française ! ». Même avec l'invasion des cultureux et des bo-bos, il y a toujours au Panier des bandes de jeunes à qui il ne faut vraiment pas aller chercher des embrouilles, ce qu'avaient fait ces flics. D'ailleurs, en ce moment, tous les nouveaux arrivants du quartier se font systématiquement cambrioler et saccager leur appartement, le journal *La Provence* a même dénoncé « la bande de la place de Lorette » comme responsable de ces actions... Pour le Parisien branché qui croyait se retrouver dans *Plus belle la vie*, grosse déconvenue !

On rejoint là ce que tu racontes dans *La Racaille... Marseille a un centre-ville pauvre, plus ouvert aux jeunes des cités...*

Et cela crée un sentiment d'appartenance commune – que chacun décline aussi à sa manière, selon ses origines et ses affinités. En 1981, j'étais allé aux Minguettes avec des amis : ça m'avait espanté de découvrir à quel point, quand tu étais aux Minguettes, tu étais au mieux à Vénissieux, la commune sur laquelle la Zup a été bâtie, mais certainement pas à Lyon. Et quand on montait à Lyon avec des jeunes de la Zup, la ville nous faisait sentir qu'on n'était pas les bienvenus : avec cette hostilité feutrée d'un centre-ville fait pour les bourgeois. À Marseille, les gens qui vivent dans les cités des quartiers Nord ou Est ne sont pas aussi radicalement exclus de la ville – en tout cas de ce qui fait l'essence de la ville, un espace où ça se mélange un tant soit peu, un espace où chacun puisse éprouver l'altérité ; et qui, en cela, est plus que la simple somme des parties périphériques. Bien sûr, quand tu vis à la Savine ou au Parc Kalliste, à l'extrême limite des quartiers Nord (après c'est la garrigue...), tu as rarement l'occasion de descendre en-ville – pour l'OM, ou un concert de rap. Tu descends d'abord à Saint Antoine, ou à Grand Littoral. Mais tu sais que si tu descends en-ville, tu ne seras pas en territoire hostile. Autre chose : l'immigration actuelle est en grande partie nord-africaine, c'est à dire méditerranéenne. Et tout autour de la Méditerranée, on a des codes communs : le rapport à la parole – la tchatte – mais aussi au silence, la culture du trafic et de l'arrangement, un certain sens de l'honneur et de la pudeur, la solidarité instinctive du groupe, etc. bref, un ensemble de choses qui constituent les éléments d'un langage. Celui-ci est peut-être pauvre et empreint d'archaïsme aux yeux d'un intellectuel parisien, mais il existe. Quand les immigrés arrivent à Marseille, ils découvrent des fonctionnements locaux dans lesquels ils n'ont pas trop de mal à entrer, des fonctionnements assez claniques, qui génèrent à leur tour un fort sentiment d'appartenance local, au quartier ou à la cité, et qui vont de pair avec une identification à la ville tout entière.

Pour revenir à votre question... Les éléments qui ont nourri la révolte de 2005 sont présents à Marseille comme ailleurs, mais ils réagissent entre eux selon une alchimie différente. Si la tragédie de Clichy-sous-Bois s'était produite ici, je peux vous garantir que ça aurait explosé. Mais même en ce cas, cela se serait exprimé sans doute un peu différemment ; si un jeune incendie une voiture dans une cité des quartiers Nord, il a vraiment intérêt à bien la cibler parce que tout le monde se connaît...

« Les éléments qui ont nourri la révolte de 2005 sont présents à Marseille comme ailleurs, mais ils réagissent entre eux selon une alchimie différente. »

Ce n'est pas la même chose à Paris ?

Je n'ai pas l'impression. J'ai plusieurs fois entendu des Parisiens descendus ici me dire : « Les jeunes de la banlieue, là-haut, ils sont vraiment durs, impossible de parler avec eux, le moindre problème ça tourne à la violence, alors qu'ici vous arrivez assez bien à gérer tout ça avec la tchatte... » Ce qui ne manquait pas de m'amuser : quand je vivais en France, dans les années 1980, j'entendais régulièrement cette remarque : « Oh, les Marseillais, tout ce qu'ils savent faire, c'est parler... » Au moins, nous, on sait faire ça, parler... Après, ne rêvons pas, il y a ici aussi des situations où la tchatte ne fonctionne plus. Pour revenir à l'hostilité des jeunes de cités envers les flics... elle s'exprime ici beaucoup autour du football, comme le confirme une série récente d'affrontements en-ville après-match. Le clou, ça a été quand les supporters du PSG sont descendus en-ville en octobre 2009...

Ils se sont jetés dans la gueule du loup, non ?

Je comprends ! L'annulation du match, annoncée deux heures avant, avait créé une situation inédite. Le dispositif policier, désormais bien rodé à chaque match OM-PSG, n'était pas préparé à ça. Tous ces escadrons de CRS, c'est lourd à déplacer... Du coup des centaines de supporters parisiens ont pu descendre en ville. Un groupe est monté aux Allées Gambetta attaquer le bar qui sert de local au Club Central des Supporters – juste eux, le pur club de pères tranquilles qui vont aux tribunes ! Le temps qu'ils cassent un peu par-là, les nôtres arrivaient de tous côtés, en scooter, en courant, et là les Parisiens ont reçu la grosse punition. Une femme leur a même jeté une télévision depuis sa fenêtre... Ensuite les CRS sont arrivés, et ont réussi à isoler les Parisiens en nous arrosant de grenades lacrymo et à les accompagner jusqu'à la gare. Mais même là-haut, à St Charles, certains des nôtres ont continué à les harceler en passant par les voies ferrées... Une fois les Parisiens partis, ça a continué : les voitures de flics se sont faites systématiquement caillasser pendant toute la soirée. En même temps, au Vieux Port, ceux de Boulogne faisaient le salut nazi : forcément, tout le monde est devenu fou... Les flics les avaient tirés des mains des Marseillais et repoussés contre des immeubles ; les habitants leur jetaient des pots de fleurs, des œufs, des seaux d'eau, ça faisait très émeute médiévale. Il y avait de l'ambiance... une bonne humeur partagée dans les rues du centre. Pendant quelques jours, ça a été un sujet de discussion à l'apéro...

De façon générale, l'après-match d'une victoire importante est une situation assez chaude à Marseille. Quand des dizaines de milliers de gens occupent de façon spontanée le centre d'une ville, l'affrontement avec les flics survient, tôt ou tard. Ce n'est pas nouveau. En 1991, par exemple, quand l'OM a gagné contre le Spartak de Moscou en quart de finale de la coupe d'Europe, les affrontements ont duré des heures : on était sur le Vieux Port, les CRS sur la Canebière, et ça a cartonné, caillasses contre lacrymo... Scénario inverse un mois après, quand on a gagné contre l'AC Milan en demi-finale : là, on tenait la Canebière et eux le Vieux Port. La seule présence des CRS avec leur équipement suffit à faire remonter la haine, après ça part tout seul.

Hors du foot, quand est-ce que les premières révoltes d'importance ont eu lieu à Marseille ?

Ça a explosé en octobre 1980, le jour où un CRS a tué un jeune dans le quartier Nord. Du coup, les quartiers ont déboulé au centre-ville, à la Préfecture, et se sont bastonnés avec les CRS. C'est la première et la seule fois où la banlieue a tapé au cœur d'une ville, indépendamment d'une manif lycéenne ou étudiante. Ça a duré toute une soirée, avec le centre-ville inondé de lacrymos... Le gars est mort le samedi soir, et ça s'est passé le lundi en fin d'après-midi (c'était une marche en l'honneur de la victime, mais qui a fini en baston général). Après, ça a été chaud pendant plusieurs années – jusqu'à ce que la poudre - l'héroïne - ruine toute l'énergie. À la Cayolle, toujours en 1980, après un déboulé massif et particulièrement brutal des flics dans la cité (lui-même consécutif au caillassage d'une voiture qui coursait un voleur de moto), les gens ont barricadé les accès et ouvert le feu sur le premier car de flics qui s'est présenté ce soir-là. Six mois après, les gars du SAC5 (parmi lesquels des flics) faisaient sauter une bombe dans un hall d'immeuble de la cité, tuant un gitan de huit ans...

Pour cet affrontement, quand les jeunes des quartiers ont déboulé au centre-ville, on retrouve le même mécanisme qu'en 2005 ? Un assassinat policier qui lance les hostilités ?

Oui. À l'époque, ça se concentrait beaucoup dans les cités de la Zup n°1 (la Busserine, Font-Vert, Corot, les Flamants, d'où était le jeune qui avait été flingué), d'autres aussi comme la Paternelle ou les cités de la Rose, plus à l'est (Frais-Vallon, Le Clos, etc.) ; et le Parc Bellevue, bien sûr, à Saint-Mauront. Et puis la Cayolle, toujours n° 1 au box-office (l'an dernier, les jeunes de cette cité perdue dans les quartiers Sud ont incendié un appartement témoin d'une zone pavillonnaire de luxe en cours de construction, qui va dévorer la pinède derrière la cité : « On veut pas de bourges ici ! », ont expliqué ceux qui ont été

arrêtés les jours suivants). Mais, pour revenir à octobre 1980, le lundi en question ce n'était pas seulement les gars de ces cités des quartiers Nord qui étaient descendus en-ville : ça venait aussi de la Belle de Mai ou du Panier, Arabes et Blancs ensemble. Nous, on ne connaissait pas le jeune qui avait été tué, mais on s'est tous identifié à lui.

Quant tu dis « nous », c'est qui ?

Une équipe d'en-ville et de la Belle-de-mai avec qui je traînais alors. Une bande composée d'une part d'anciens d'un lycée technique, qui avaient participé aux affrontements de la gare St Charles en 1979, et de l'autre de « rockers ». C'était looké cuir noir, beaucoup de bagarres avec des bandes de mias (les prolos-minets, sapés et qui allaient eux en discothèque), on allait harceler les CRS à l'occasion de concerts où, de toutes façons, on ne pouvait pas rentrer (les Stray Cats, Trust etc.). En ce qui me concerne, j'avais déjà pas mal circulé auparavant et vécu des situations d'affrontements dans la rue, pour parler de 1980/81, c'étaient avec ces gars-là que je marchais à Marseille. Parfois, je bougeais, aussi. Par exemple, à l'été 1981, je suis monté à Liverpool. Et là-haut, grosse secousse...

Fallait être salement motivé, pour faire le déplacement jusqu'à Liverpool...

Sans doute ; c'était aussi une façon de s'échapper un peu de Marseille... On n'hésitait pas à manger des kilomètres quand on pensait que ça en valait le coup. Une bonne manière de voir le monde, quoi... Liverpool, j'y suis allé avec ma compagne de l'époque et un ami qui venait de sortir de taule. On avait lu dans un canard français qu'une marche anti-police allait se dérouler le 15 août à Liverpool. On ne voulait pas rater ça : juste avant, au mois de juillet, toute l'Angleterre prolétaire avait explosé, aucune ville n'avait été épargnée, mais c'est à Liverpool que ça avait été le plus puissant. Un destroy incroyable ! Ils avaient même incendié des banques, des bâtiments entiers s'étaient écroulés ! Et donc, on s'est dit que ça allait forcément péter à nouveau pour le 15 août.

« On n'hésitait pas à manger des kilomètres quand on pensait que ça en valait le coup. Une bonne manière de voir le monde, quoi... »

À Liverpool, le jour de la marche, c'était la folie. C'est de suite parti au carton avec les condés. Les bobbys étaient très mal équipés, ils ont été laminés... Des vieux venaient nous encourager, l'ambiance était très sympathique. Et puis, Liverpool, c'était un peu le Marseille de l'Angleterre : ils ont leur propre façon de parler et une identité très portuaire, très ouvrière, et beaucoup ont connu un jour ou l'autre la prison. Les gens nous offraient l'hospitalité sans problème. Et comme à Marseille, presque toutes les usines fermées. Un gars, rencontré pendant les affrontements du 15 août, nous promène quelques jours après vers le port, et énumère : telle usine, fermée il y a deux ans, telle autre il y a six mois etc. Quand, au bout d'un moment, je lui demande s'il y a encore une usine qui fonctionne à Liverpool, il me répond sans hésiter : « Yes, the cops ! » Lui-même a plongé peu après, pour une vieille histoire de casse, je n'ai jamais réussi à le revoir lorsque je suis repassé plus tard dans sa ville. Dommage, c'était un gars vraiment à la coule, un vrai scouser.

Une anecdote : le samedi, on se trouve dans le centre de Liverpool, une heure avant la marche, plein de condés partout, on va voir un groupe de jeunes, des blancs, tout de jeans vêtus, on leur dit qu'on est venu pour la marche, ils hallucinent (« Hey, they're coming from France for fighting the riot ! »). On sympathise, et à la fin ils nous demandent si on avait pris des couteaux avec nous en vue de la marche... C'était le samedi, hein, le lundi, dans le canard local, on voit que, parmi les flics blessés, il y en avait un dans le coma après s'être pris un coup de lame...

On a quand même fini par revenir en France, et on s'est aperçu que ça chauffait aussi, spécialement dans la banlieue lyonnaise. Je me faisais peut-être un film, mais entre l'Angleterre d'un côté et la France de l'autre, je voyais s'amorcer un saut qualitatif extraordinaire : tout ce qu'on avait vécu de façon éparsée et isolée durant la décennie 70, tout ce qu'on avait connu dans la clandestinité du vécu quotidien, ressortait là de façon collective, une puissance énorme qui prenait corps. Nous, les « délinquants juvéniles », les voleurs de voitures du samedi soir, les chômeurs-à-vie, toute cette jeunesse qui ne s'intégrait pas, on en arrivait là, à occuper la rue, massivement et ouvertement. J'avais l'impression qu'il y avait comme un sujet historique qui déboulait comme ça, sans crier gare, et qui allait tout niquer. Une jeunesse qu'ils ne pourraient pas digérer, pas comme avec les étudiants. On est donc allés voir par là-bas, à la rencontre des gars à Vénissieux, dans la Zup des Minguettes. Après, on a aussi circulé en banlieue parisienne. C'était une période particulière, avec de bonnes énergies. On a rencontré beaucoup de monde, des gens parfois extraordinaires, dont celui à qui j'ai dédié le livre, Mustafa Amine, le « sultan noir » de Vitry. Vers 1980-81 dans les banlieues, les gens cherchaient encore à se rencontrer, ça bouillonnait. Je vous parle là de rencontres informelles, ça ne passait pas par le truchement d'associations ou de structures socio-cul, ni

de groupes politiques, juste quelques jeunes qui vont rencontrer leurs semblables dans d'autres banlieues d'autres villes. Dans un esprit très rock'n roll, comme c'était à l'époque. Je crois que ce serait impensable aujourd'hui, de se déplacer comme ça.

« *J'avais l'impression qu'il y avait comme un sujet historique qui déboulait comme ça, sans crier gare, et qui allait tout niquer. Une jeunesse qu'ils ne pourraient pas digérer, pas comme avec les étudiants.* »

Ça n'a pas duré ?

En 1983, date de la Marche des beurs⁷, tout était déjà fini. L'optique s'était inversée : alors que les jeunes des cités se plaçaient en combattants en 1981, ils se posaient en victimes en 1983. Dans la banlieue lyonnaise, des jeunes immigrés se faisaient flinguer, par des flics ou des Français moyens⁸ au doigt crispé sur le 22 LR.

Je comprenais la motivation des jeunes qui avaient lancé cette marche, j'en connaissais certains. Je suis resté en dehors, toutefois. J'y voyais un remake peu crédible de la Marche des Noirs américains pour les droits civiques, en 1965 – d'autant que Delorme⁹ n'avait certainement pas le charisme de Martin Luther King. Mais, en tant que visage-pâle qui n'a pas à endurer personnellement le racisme, je ne me sentais pas autorisé à aller faire la leçon à des jeunes traumatisés par ces assassinats racistes se multipliant partout dans le pays. D'autant que du racisme, j'en souffrais aussi, d'une certaine manière – quand tu as des amis arabes, berbères, et que tu entends cracher le venin de la haine sur leur compte presque partout où tu vas, c'est insupportable. Mais je ne pensais pas que la Marche y changerait quoi que ce soit. Ceci dit, même parmi la jeunesse d'origine nord-africaine, l'initiative n'a pas fait l'unanimité. Je me souviens d'une déclaration d'un collectif de jeunes immigrés de Nanterre qui y était hostile, dénonçant le fait que la marche était lancée par un prêtre et reçue à Paris par un ministre. Et ils se refusaient à réduire cela à un problème de droits civiques. C'est aussi ce que disait Mustafa, de Vitry : « Ce qui se passe dans les cités n'est pas une question de races, mais une question de riches et de pauvres. »

L'année 1983 correspond aussi au moment où la gauche abandonnait la social-démocratie pour le libéralisme déclaré. Et pour se différencier de la droite, cette gauche libérale allait s'appuyer sur deux axes : la culture - avec Jack Lang - et les droits de l'homme. Ils ont mis le paquet sur ça, sur du pur discours - la France est sans doute le plus gros producteur de discours au monde... Et puis, ils avaient senti une vraie puissance à l'œuvre dans la révolte des banlieues, et il leur fallait la neutraliser.

Pour toi, la marche de 1983 était une façon de canaliser la révolte ?

Pour ceux qui l'ont inspirée, Delorme, la Ligue des droits de l'homme, etc. clairement. Pour Toumi Djaidja aussi. Pour les autres jeunes des Minguettes qui y ont participé, c'était différent, et sans doute assez confus. Il faut rappeler que tout cela a démarré quand, à la suite d'affrontements en mars 1983 aux Minguettes, un jeune de la Zup, Antonio Manunta, a été emprisonné : ses copains ont alors lancé une grève de la faim pour sa libération. C'est là que Christian Delorme, prêtre à Vénissieux, est venu les voir et leur a livré tout un discours à base de pacifisme, de Gandhi... Les anti-racistes professionnels étaient là aussi, des avocats de gauche etc. Ils proposaient aux jeunes des objectifs négociables avec un pouvoir de gauche. Mais quoi ? La reconnaissance explicite par la République des jeunes immigrés « seconde génération » comme Français à part entière. En effet, ça a été le message de Mitterrand quand il a reçu à l'Élysée Toumi Djaidja. Pensez un peu qu'il était le petit frère d'Amar Djaidja, alors emprisonné, et pour longtemps, à la suite d'un casse ; ce dernier incarnait tout le contraire, rock'n roll à fond, c'était un des premiers s'étant amusé avec une BMW volée à percuter délibérément un car de flics, en pleine ZUP, en juillet 1981. Après le jeu s'est répandu et est devenu le cauchemar des patrouilles... Mais deux ans plus tard, Amar en prison, et Toumi reçu à l'Élysée !

Ce que j'ai vu alors, c'est comment s'organise le spectacle de la politique. Parce qu'au départ, il y a simplement des jeunes qui mènent une action de soutien à un copain enchristé – lequel était un fils d'immigrés italiens, il y en avait beaucoup aux Minguettes, pour dire que le racisme était d'emblée dépassé dans cette affaire où des jeunes, principalement nord-africains soutiennent leur copain italien sans se poser de questions. Et soudain, déplacement de perspective, il s'agit d'interpeller la France entière sur la question du racisme. Des gens qui mènent une action concrète – soutien public à un gars de la ZUP arrêté après un baston contre les flics - se retrouvent propulsés sur une action spectaculaire, i.e qui s'adresse à un public abstrait, représenté en dernière instance par les institutions, par le gouvernement.

Il y avait quand même un côté plus bienveillant de l'opinion publique dans les années 1980, non ? Quand tu racontes ton dégoût devant les

réactions suscitées par la révolte de 2005 chez les anciens, ça correspond à une évolution ?

Plus bienveillant ? Ce n'est pas le souvenir que j'ai. Une évolution ? J'ai des copains de 40-50 ans qui ne parlent pas volontiers de ce qu'ils ont vécu quand ils en avaient 20 : il y a comme une auto-censure, sous-entendu « Ouais, on était jeunes et complètement cramés ». Face à cette nouvelle génération – disons celle de 2005 –, ils se renferment sur eux-mêmes. Ils se plaignent de ce que ces jeunes ne respectent rien ni personne – à commencer par eux, les anciens. C'est vrai qu'il y a un problème de respect, mais je crois qu'il s'agit d'abord d'un manque de confiance entre générations. Après, au niveau de l'adolescence, on observe aussi des comportements chroniques qui sont parfois à la limite de la sociopathie – et là-dessus, jeunes immigrés des banlieues et jeunes de la classe moyenne blanche sont à égalité. La moindre réflexion d'un adulte qui pourrait être interprétée comme une manifestation d'autorité, et la réaction violente advient immédiatement. Ne croyez pas que je me la joue « Ah, les jeunes d'aujourd'hui... » : j'étais comme ça quand j'avais leur âge. Et je sais que ça ne m'a pas toujours aidé... Les anciens dont je parle, ils ont connu ça aussi et ils voient ceux de la nouvelle génération encore plus à cran, encore plus cramés – parce qu'en plus, la cocaïne, le crack, le rohypnol et toutes ces saloperies n'arrangent rien. Bref, en 2005, ces anciens n'arrivaient pas à voir la différence qualitative entre cette violence bornée du quotidien et celle d'un affrontement collectif contre l'État.

Que les « grands frères », qui sont plutôt des pères de famille, maintenant, soient ainsi dans l'incompréhension, c'est terrible. Parce que la transmission de l'expérience, la constitution d'une mémoire, est quelque chose d'essentiel et que son absence explique aussi certaines formes de la révolte actuelle. Quant aux plus anciens, la première génération d'immigrés nord-africains, les pères de famille qui ont 60 ou 70 ans, certains tiennent des propos encore plus durs à l'encontre de cette jeunesse. Dans mon immeuble, je sais par exemple qu'il y a au moins deux pères de famille arabes qui ont voté Sarkozy à la présidentielle (je le sais par d'autres Arabes de l'immeuble, qui en étaient ulcérés). Ce n'est pas difficile de deviner pourquoi : pour eux, Sarkozy incarne le rétablissement de leur autorité de père de famille qui a été bafouée.

« *Que les « grands frères », qui sont plutôt des pères de famille, maintenant, soient ainsi dans l'incompréhension, c'est terrible.* »

Pourtant, tous n'ont pas eu un regard négatif sur les émeutes spontanées de 2005 ou 2007...

C'est vrai... je cite là des cas limites. Les choses sont plus nuancées, en réalité. Et puis, en 2005, la tranche d'âge des révoltés était plutôt large : ça allait de gamins de 12 ans jusqu'aux grands frères trentenaires. Si les « grand frères » sont supposés calmer les plus jeunes, il peut aussi arriver qu'ils les fassent bénéficier de leur propre expérience dans l'affrontement avec les flics... En tout cas, il serait souhaitable que cela arrive plus souvent, l'immaturation et l'inexpérience ayant parfois des conséquences catastrophiques, comme on l'a vu avec des incendies d'autobus. Les plus âgés sont souvent enfermés dans le rôle des grands frères responsables qui appellent au calme, et en tant que tels ils n'ont que peu de crédibilité auprès des plus jeunes quand la rage explose après la mort d'un des leurs, alors qu'ils peuvent contribuer à ce que la violence soit plus ciblée. On en revient à ce que je disais il y a deux minutes, sur la confiance et le respect. À Clichy-sous-Bois, là oui, des adultes ont participé, surtout après que les CRS aient balancé une grenade lacrymogène à la sortie de la mosquée. À Clichy ça a pris un caractère plus proche de ce que j'avais vu en Angleterre en 1981.

En même temps, c'est aussi quelque chose que Sarkozy a utilisé, dont il s'est servi...

C'est clair qu'il a tiré son épingle du jeu. Et que l'événement a alimenté la surenchère sécuritaire, le discours répressif. Mais il en aurait de toute façon été ainsi. Au téléspectateur-électeur, qu'importait la mort de deux adolescents à Clichy ? « S'ils ont fui, c'est qu'ils avaient quelque chose à se reprocher », je l'ai lu tant de fois, dans les jours suivants cette tragédie, dans les commentaires de sites internet ! Mais les voitures brûlées... La dramatisation médiatique exploite un pur registre affectif, en l'occurrence la réaction de l'électeur-téléspectateur qui est également propriétaire d'un véhicule automobile. Et savoir exploiter ce registre, c'est gouverner la France.

Je veux dire que les discours en bois que j'entends par-ci par-là, genre « les jeunes des banlieues se sont fait manipuler par Sarkozy », me niflent sérieusement. Ce pays est de toutes façons plongé jusqu'au cou dans le sécuritaire, et il sera bientôt difficile de trouver un angle mort pour éviter la vidéosurveillance, pour ne pas être tracé en permanence par les puces RFID et échapper aux techniques d'identification toujours plus affinées. J'évoque dans La Racaille... cette volonté d'aller vers l'état d'exception permanent, en notant qu'elle est de toute façon inhérente au concept de l'État souverain. La gauche, dont tout

le discours est basé sur le fantasme idéologique d'un État bienveillant qui redistribuerait les richesses de façon égale, a fini par faire oublier aux classes laborieuses ce qui a longtemps été une évidence. À savoir que l'essence de l'État, c'est la guerre. Ou du moins la spécialisation de la guerre, la guerre comme activité spécialisée, comme division particulière du travail. Au fondement du système étatique se trouve le fait d'imposer sa protection à des gens qu'on a désarmé. L'État, précisément parce qu'il détient le monopole de la violence, doit élaborer et perfectionner à l'infini des dispositifs de contrôle et de répression, qui se présentent aussi comme dispositifs d'assistance, appliqués aux populations qu'il prétend protéger. A ce stade-là, l'armée n'est plus qu'une composante de l'État, mais le système tout entier fonctionne selon la logique militaire d'une organisation verticale et centralisée. Cela signifie aussi que cette gigantesque combinaison de dispositifs doit fonctionner de toute façon. Comme l'armée : il faut qu'elle ait régulièrement des occasions d'intervenir, dans un pays d'Afrique, en Afghanistan ou ailleurs, pour rester d'attaque : une armée qui n'a jamais l'occasion de faire la guerre se rouille. Donc, le ministère de l'Intérieur tend de plus en plus à fonctionner comme celui de la Défense. Il lui faut des ennemis, ciblés et isolables, pour éprouver sa puissance. Dans cette épreuve, l'État trouve la confirmation de sa propre essence. Sans oublier une chose extrêmement importante : tout ce qui est actuellement expérimenté dans les banlieues pauvres pourra servir en cas de soulèvement général, soit en France, soit dans divers pays d'Afrique où la France est présente. Il s'agit là de véritables savoir-faire, qui peuvent être exportés dans le monde entier ; ça a par exemple été fait dans les années 1960 : en matière de tactiques et de stratégie contre-insurrectionnelle, liée à l'expérience des guerres coloniales, la France a apporté une contribution unique, rarement mise en lumière – même la CIA a appris des Français pour ses opérations en Amérique latine.

« Ce pays est de toutes façons plongé jusqu'au cou dans la sécuritaire, et il sera bientôt difficile de trouver un angle mort [...] »

L'État fondait jadis sa légitimité sur la protection de ses ressortissants face à un ennemi extérieur (ennemi qui n'était autre qu'un État concurrent, bien sûr...). Mais dans les pays riches d'Europe occidentale, qui ont repoussé la guerre au loin, chez les « sous-développés », la protection de l'État doit à présent s'exercer face à un ennemi intérieur. Je pense que la France, de ce point de vue, a été d'avant-garde, parce que c'est le premier pays d'Europe à avoir reçu une immigration étrangère importante. A la fin du XIX^e siècle, les immigrants de l'époque furent ainsi désignés à la vindicte des Français ; ce qui est nouveau à cet égard, c'est que l'État désigne maintenant à la même vindicte des gens qui sont eux-mêmes Français – des Français de seconde zone et première génération, sans doute, puisqu'on en vient à envisager la possibilité de leur retirer la nationalité en cas de besoin. Et l'on voit, de façon plus générale, des techniques jusque-là réservées au contre-espionnage appliquées couramment à des citoyens français. La fusion des RG et de la DST dans un service unique confirme bien cette évolution. À présent, l'essence de l'État est en train de rejoindre son concept : garantir spectaculairement la protection de qui s'est laissé volontairement désarmer, contre qui ne s'est pas encore laissé désarmer. La banlieue pauvre constitue le terrain d'expérimentation privilégié de cette logique.

J'évoquais dans La Racaille... la figure paternelle de l'autorité étatique, qu'incarne le flic en uniforme auquel on ne s'adresse jamais sans un peu de crainte – ou de haine, dans certains endroits. Mais l'État en est arrivé à incarner aussi, en France, la figure maternelle. La majorité des Français ont à présent avec l'État une relation fusionnelle, qui est de même nature que celle d'un nouveau-né avec sa mère – alors que la relation au père implique toujours de la distance. Ils sont en demande permanente de cette protection qui vient d'en haut, de l'État et de ses spécialistes. Lesquels les traitent comme de petits enfants à qui l'on peut raconter ce que l'on veut. Une épidémie de grippe inédite est annoncée ? L'État veille, qui commande des tonnes de vaccin comme il commandera une autre fois des tonnes d'obus, toujours pour vous protéger. Seul problème, l'épidémie était elle-même une invention du ministère de la Santé... Et tout à l'avenant. C'est ce désarmement initial et final des gens qui les rend à présent réceptifs à n'importe quelle manipulation gouvernementale, par exemple les discours sur l'insécurité et les jeunes de banlieue. C'est en tant que système destiné à faire la guerre que l'État devient une institution politique (ce qu'il est dès le départ). J'ai consacré un gros chapitre à cette transformation, dans mon livre sur Marseille, ce moment historique qu'on appelle la Révolution française. La structure militaire de l'État est imprimée à la sphère politique : ce n'était pas évident, au départ, il existait des formes politiques autres, communautés paysannes, communes citadines, dont on voit ressurgir l'esprit en période de troubles (les sections populaires de 1792, la Commune de 1871). Mais elles sont toutes liquidées au profit de l'État comme unique institution politique. Que le politique soit ainsi modelé par le militaire, c'est l'acte de naissance de l'État moderne, on peut le dater – c'est la grande œuvre des Jacobins. C'est aussi pourquoi, contrairement à ce que l'on croit, l'État n'est finalement pas

le lieu de la politique mais celui de sa liquidation. Il est le lieu du spectacle de la politique, qui se déroule sous les yeux de ceux qui ont été dépossédés de cette activité.

À partir de là, ceux que l'on a dépossédés, désarmés, les citoyens à présent terrorisés par la racaille, acceptent parfaitement que des gamins de 15 ans meurent pour rien – même pas pour avoir commis un délit, juste pour éviter un contrôle ou pour s'être amusé avec une mini-bécane. À Villiers comme à Clichy, ce sont des minots qui sont morts, presque des enfants, et la France entière semble trouver ça normal. Récemment, le 19 juillet, une certaine Elisabeth Levy¹⁰ appelait, sur RTL, à envoyer l'armée dans les banlieues en disant « On est en guerre » (qui donc est censé recouvrer ce « on » ? les auditeurs de RTL, ou simplement les gens de son milieu social ?) : si cette radasse sortait un tant soit peu de sa bulle, elle verrait que la militarisation est déjà la réalité quotidienne de nombreuses cités de banlieue pauvre, à Villiers-le-Bel notamment. Les hélicoptères à basse altitude, qui braquent leurs projecteurs jusque dans les appartements en pleine nuit, ça évoque quoi, sinon la guerre ? Et celle-ci ne se mène pas seulement au détriment de quelques centaines de « racailles », mais de tous ceux qui vivent dans les cités. Comme à la Courneuve, le 27 juillet : des gens, expulsés d'une barre d'immeuble destinée à la démolition, occupent la place publique et se font embarquer sans ménagement par les CRS. La Courneuve, c'est là où Sarkozy parlait de passer le Kärcher : il a tenu parole, et ceux qui ont été pénalisés ne sont pas les dealers qui hantaient l'immeuble en question – qui sont sans doute allés installer leur biz ailleurs – mais des familles d'immigrés, des femmes, des enfants, à présent sans logement. Et l'immeuble sera détruit comme il a été construit : sans discussion.

« [...] La militarisation est déjà la réalité quotidienne de nombreuses cités de banlieue pauvre, à Villiers-le-Bel notamment. »

Sarkozy s'est contenté de renforcer cette machine militaire, ce que fait chaque Président, et d'amplifier encore la rhétorique guerrière contre les banlieues, ce que fait tout candidat éligible à chaque élection présidentielle. Ce côté hargneux qu'il affiche en plus, c'est l'image d'une droite à l'américaine, « décomplexée » comme il dit. Ce n'est plus la France des notables, c'est celle des managers. Quant à la gauche, elle a une responsabilité énorme en France parce qu'elle a fait intérioriser par le monde ouvrier le culte et l'idéologie de l'État, à travers le discours républicain – regardez par exemple la genèse d'un des principaux corps de répression, les Compagnies Républicaines de Sécurité. L'esprit d'insubordination à la Loi, qui hantait les mondes ouvriers d'avant la Première Guerre mondiale, a été pacifié par les militants de gauche – la haine du flic était pourtant forte chez les ouvriers si l'on en croit les témoignages de l'époque. Ce qui a contribué aussi à interdire toute connivence des générations : parce que nous voyons bien que la haine des flics persiste chez les jeunes des quartiers pauvres, qu'elle se reproduit d'une génération à l'autre. Des Apaches de 1900 aux « racailles » de l'an 2000...

Ceux qui déplorent et blâment le caractère sauvage des révoltes de 2005 feraient mieux de prendre la question dans l'autre sens : le discours idéologique républicain a anesthésié toute culture de la révolte. Tout est tellement institutionnalisé dans ce putain de pays... Aucun espace n'échappe à l'État et à sa logique, relayée par les partis et les syndicats. Où existe-t-il aujourd'hui un espace public qui ne soit pas configuré par des dispositifs mis en action par l'État, par ses administrations ? Les manifs ne vous laissent que le droit de défilé sur le parcours autorisé – essayez simplement de sortir du cortège pour aller écrire un slogan à la bombe de peinture sur un mur, et la BAC intervient aussitôt, et ce ne sera certainement pas le s.o de la manif qui ira vous en libérer. Le moindre écart est aussitôt puni. Dans les mouvements de jeunes, il y a plus de fraîcheur et de joie de vivre, ils ne sont pas engoncés dans les institutions politiques et syndicales. Et pourtant, celles-ci sont à l'affût : prenez l'exemple des services d'ordre syndicaux. Dans les manifs lycéennes où on allait, avec mes amis, en 1973, les gros bras de la CGT cherchaient déjà à imposer leur loi, à empêcher tout débordement. On pouvait se demander : qu'est-ce que fichait la CGT dans une manif lycéenne ? Ils nous traitaient d'éléments extérieurs (alors qu'on avait encore la plupart de nos copains dans ces lycées et collèges) ; mais eux, alors ? Depuis, ça n'a pas changé : en 2006, les petites frappes du s.o CGT faisaient la chasse aux jeunes à capuche dans le mouvement anti CPE. Soi-disant pour éviter de nouvelles agressions, comme aux Invalides. Et les lycéens se trouvaient ainsi infantilisés, comme s'ils n'étaient pas capables de s'organiser pour assurer leur propre défense. En réalité, les partis et les syndicats cultivent une telle incapacité : les gars, manifestez gentiment, selon le parcours autorisé, nous on s'occupe de votre sécurité. C'est ainsi qu'on fabrique une génération immature, inapte à la moindre confrontation physique. Et ça, c'est la gauche.

1 Photographie prise depuis le balcon de l'appartement d'Alèssi.

2 Publiée aux éditions Agone. Il revient sur cet ouvrage dans la deuxième partie de l'entretien.

3 Aux éditions L'Échappée, réédité très récemment par les éditions Agone, sous le plus fade titre La Rage et la révolte. On parlait de la première édition ici.

5 Le SAC (service d'action civique) a été créé par des gaullistes en 1960. Rapidement devenu une milice de droite, la prétendue association a multiplié, jusqu'en 1982, les tabassages de gauchistes, coups tordus, attentats et même assassinats.

6 La Cayolle.

7 La Marche des beurs, lancée par des jeunes des Minguettes, est partie de Marseille, le 15 octobre 1983. Le cortège s'est étoffé au fur et à mesure qu'il avançait sur Paris et s'est terminé, le 3 décembre, par une grande manifestation parisienne réunissant 60 000 personnes.

8 Ainsi, par exemple, de l'assassinat d'Habib Grimzi, jeté du train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, alors même que la Marche des beurs remontait vers Paris.

9 Le prêtre Christian Delorme était l'un des organisateurs de la Marche.

10 Éditorialiste réactionnaire officiant notamment sur le site Causeur.

Alèssi Dell'Umbria (Part. II)

PATIENCE, ILS SONT TOUS EN TRAIN DE SE TIRER UNE BALLE DANS LE PIED

Dressons un parallèle entre les émeutes françaises de 2005 et le mouvement grec de décembre 2008 : est-ce que la différence ne tient pas aux revendications politiques, quasiment absentes de l'embrasement des banlieues ?

Ce qui n'est pas revendiqué par écrit est revendiqué en acte. Deux jeunes avec les flics au cul sont morts, aussitôt calomniés par le ministre de l'Intérieur : on fout le feu dans tout le pays, et basta. Qu'est-ce vous voulez qu'ils disent de plus, le message est clair non ? Je vois surtout un problème dans le fait qu'il y ait eu ensuite une pléthore de commentaires, et presque aucun qui n'ait pris le parti des révoltés. Au regard de l'importance des événements, je trouve cela très révélateur. Ce regard faussement distancié, sociologue, qui s'impose partout, c'est pire que la condamnation pure et simple, parce qu'on construit un discours qui a entre autres pour effet d'étouffer dans l'œuf la parole des révoltés. Je me rappelle ce que me disait, voici une quinzaine d'années, un copain qui avait animé un stage de rap dans une cité de la banlieue toulousaine : le plus gros problème qu'il avait affronté durant le stage, c'était que les minots, quand ils prenaient le micro pour improviser, se mettaient souvent à dérouler des lieux communs de sociologues, entendus à la télé ou la radio, et qu'il fallait ramer pour les amener à exprimer les choses à leur façon à eux, celle de la cité...

« Ce regard faussement distancié, sociologue, qui s'impose partout, c'est pire que la condamnation pure et simple [...] »

Et puis, en 2005, il y a quand même eu au moins un écrit. J'ai eu connaissance, après la publication de La Racaille... d'un texte de revendication intitulé La révolte fait rage et signé des Combattants émeutiers du 931. C'est un beau texte, clair et précis, sans phraséologie. Il circulait sur Internet à l'époque. Il faut aussi savoir que le ministère de l'Intérieur a fait fermer plusieurs blogs pendant les trois semaines de la révolte, des lieux où s'échangeaient des informations et des commentaires. Les révoltés n'écrivaient pas beaucoup, mais ils se parlaient.

Je vois même dans cette absence assourdissante de prise de parole un progrès politique par rapport à 1983, époque du mitterrandisme où certains jeunes nourrissaient encore des illusions sur un dialogue avec le gouvernement. La plus grande partie des jeunes de banlieue sait aujourd'hui très bien à quoi s'en tenir quant à la classe politique. La thématique de l'intégration, mise en avant dans les années 1980, est à présent tombée dans les poubelles de l'histoire.

Intégration à quoi, à ce pays peuplé d'étrangers à eux-mêmes ?

Vous évoquez la Grèce... Je suis allé là-bas deux mois après décembre 2008, pour parler de la révolte des banlieues françaises ; mon petit bouquin avait été traduit et publié en septembre 2008. J'ai fait deux interventions publiques, et je voyais bien, quand j'expliquais aux gens ce qu'est une cité HLM de périphérie, qu'ils avaient du mal à se représenter la chose. Je les sentais même un peu incrédules. Il a fallu, à la seconde intervention, qu'un jeune grec ayant vécu quelques années à Argenteuil confirme ce qui leur semblait incroyable.

En Grèce il existe encore une certaine sociabilité et les gens, une fois terminée leur journée de boulot, recherchent la compagnie de leurs semblables. Quand je leur expliquais qu'en raison de règlements édictés au nom de la lutte contre l'alcoolisme ouvrier et de l'hygiénisme, il était interdit d'ouvrir un bar dans les cités HLM, et que dans une ZUP, au delà d'un certain nombre d'habitants, il n'est possible d'ouvrir un bar qu'à condition de le fermer à huit heures le soir, ils n'en revenaient pas.

Le jeune grec en question avait ajouté qu'il avait été sidéré, à Argenteuil, de devoir prendre la voiture pour n'importe quel acte de la vie sociale. En Grèce, c'est différent. Même dans une mégalopole comme Athènes, n'importe quel quartier conserve un minimum de vie sociale : une taverne, un petit restau, un endroit où aller boire un verre et retrouver les voisins...

« [En Grèce], quand j'expliquais aux gens ce qu'est une cité HLM de périphérie, ils avaient du mal à se représenter la chose. »

Que les Grecs aient eu du mal à se représenter la réalité du désert organisé dans les banlieues prouve simplement que, chez eux, tout n'est pas encore complètement déshumanisé. En France, nous avons pris le pli. Les seuls à encore trouver cela révoltant, ce sont justement les jeunes des banlieues. Mais il ne faut pas se cacher le fait que leur révolte est elle-même tributaire de cela.

Ça me fait penser à un des films-documentaires de Denis Gheerbrant sur Marseille, tourné aux Rosiers, une cité que je connais vaguement parce que j'ai des amis qui en viennent. Un soir, je me suis retrouvé avec deux d'entre eux, de génération différente, qui ne se connaissaient pas et ont confronté leur point de vue sur l'évolution du quartier. Le premier, d'origine provençale, avait connu l'époque où il y avait une certaine homogénéité, parce que c'était une cité peuplée d'ouvriers plutôt qualifiés. L'autre, plus jeune et d'origine camerounaise, avait vécu le début de la désintégration, les ouvriers qui commençaient à s'en aller pour des zones pavillonnaires, et les premiers toxicos dans les cages d'escalier – ses parents sont d'ailleurs partis pour Vitrolles dès qu'ils ont pu. Aujourd'hui, il ne reste à la cité des Rosiers que des gens vraiment pris à la gorge, des Marseillais chômeurs-à-vie ou des blédards qui ne s'en sortent pas mieux. Cette fatalité, ils la vivent forcément mal, beaucoup finissent par ne plus s'aimer eux-mêmes, alcooliques, toxicos, déprime totale... Et les minots grandissent dans cette ambiance... Les Rosiers est devenue, depuis quelques années, l'une des cités les plus violentes des quartiers Nord, avec des faits divers sanglants qui défraient la chronique.

Je reviens à ce documentaire qui s'appelle Le Centre des Rosiers. La caméra suit le directeur de cette structure, qui s'efforce de créer du « lien social » à partir de son Centre. Ensuite, le type est remplacé par un directeur qui s'en fout, qui est là pour empocher son salaire et basta : à sept heures du soir, il ferme la boutique et rentre chez lui. Le premier était respecté parce qu'il faisait de l'apostolat, avec un petit côté prêtre ouvrier, et les jeunes appréciaient qu'il se rende ainsi disponible et soit un peu à leur écoute. Mais à la fin il s'en va parce que l'administration l'a décidé ainsi, on ne sait pourquoi ni comment... Un homme tout seul avec sa bonne volonté naïve ne peut pas inverser une dynamique d'autodestruction comme celle à l'œuvre actuellement aux Rosiers (meurtres, viols etc.). Il le peut d'autant moins qu'au fond il n'est pas de leur monde, lui, il appartient à la classe moyenne plutôt aisée, plein de choses lui échapperont toujours dans le langage des jeunes de la cité.

Au contraire de Gheerbrant, je suis méfiant envers les « travailleurs sociaux ». Quelques jours après les émeutes de Villeneuve, à Grenoble, je suis tombé, dans Libération du 20 juillet, sur une tribune d'un certain Alain Manac'h, président de la Maison des Habitants du quartier et ancien candidat écolo, qui exprime parfaitement ce regard condescendant des travailleurs sociaux et des militants. « Ce mort a foutu la merde dans mon village », voilà tout ce qu'il a à dire sur Karim Boudouda, un jeune manifestement très apprécié dans sa cité (500 personnes à ses obsèques, quand même...) ; et pour le reste, de pleurer sur la faiblesse des subventions à l'éducation populaire. Toujours la même rengaine, ces gens-là saisissent à chaque émeute l'occasion de plaider pour leur corporation, celle des animateurs socio-culs.

Quant à Boudouda, il aurait pu dealer de l'héroïne dans sa cité, il a préféré aller braquer un casino, je trouve ça respectable. Et je comprends les jeunes de sa cité qui ont voulu rendre hommage à sa mémoire : il y a certaines valeurs, propres aux jeunes de la rue, auquel l'auteur de la tribune en question, ce Manac'h, est évidemment totalement étranger. Et en la prenant de haut comme il le fait, il ne fait qu'étaler sa bonne conscience de gauche.

Je voudrais dire encore quelque chose à propos de cette notion de « lien social » - qui remonte à Mauss et Durkheim. Ce n'est pas le lieu de discuter ici de leurs analyses, mais de faire les comptes avec la vulgate social-démocrate autour du lien social. Tous deux étaient socialistes, proches de Jaurès, et, de leurs travaux, ils déduisaient aussi des hypothèses sur la réforme de la société française, notamment sur la redistribution – que l'on retrouve quand les socialistes créent

le RMI par exemple, soixante-dix ans après. Donc, pour ces fondateurs de la sociologie et de l'ethnologie française, il s'agissait de recréer le « lien social » là où il avait été mis à mal par les conditions de vie imposées par le capitalisme. C'est le credo actuel des travailleurs sociaux et de nombreuses associations locales. Il est évidemment facile de faire le constat de la désintégration des liens sociaux qui caractérise notre époque : par exemple, j'ai pu voir, dans ma propre ville, la dégradation de la vie de quartier en l'espace de deux ou trois décennies. Le quartier tend à n'être plus qu'un espace neutre, traversé par des centaines et des milliers de trajectoires individuelles centrifuges.

L'expérience de la Plaine sans Frontières a été en ce sens un point d'observation privilégié, parce qu'elle a tenté d'inverser ce cours des choses et que cette tentative nous a fait toucher du doigt les forces centrifuges en question. Cette association a développé une série d'actions, au tournant du millénaire, dans notre quartier de la Plaine qui n'était alors pas encore trop envahi par les bo-bos. Elle s'est créée, en 1999, en réaction à tout un discours sécuritaire à l'encontre des gens comme nous, qui occupions un peu la rue, faisons du bruit etc. Discours véhiculé par le CIQ2 du quartier, de droite sinon lepéniste, et le journal La Provence, tout acquis à la cause de Gaudin. Notre réaction a donc été d'occuper, mais de façon systématique et délibérée, ce fameux « espace public » (repas de quartier, fête du quartier, Carnaval indépendant, etc). En outre, on savait que la mairie avait des projets de réaménagement de la place, et on voulait se prononcer là-dessus. « C'est bien les gars, vous tentez de recréer le lien social », des degauches venaient nous dire ça sans trop s'en mêler, d'ailleurs, quand il fallait mettre les mains dans le cambouis. Mais précisément cette expérience a montré une chose : on ne peut créer du lien social qu'en tant que lien politique. C'est-à-dire avec un point de fuite.

Méfi, je n'emploie pas le terme de « politique » au sens des militants. Un siècle de phraséologie militante ont fini par faire confondre « politique » et « idéologique ». J'appelle politique non l'activisme des révolutionnaires professionnels, mais toute action, toute parole qui, à un moment donné, articule la production du commun à la constitution d'un espace public – et réciproquement !

Je vais illustrer ça avec un exemple récent, qui pourrait paraître futile - bien à tort. Sur la Plaine, il y avait un terrain de foot aménagé, mis en place en 2001. Les minots qui jouent au foot sur la Plaine, ça a toujours été un sujet d'embrouille avec les vieux cons du CIQ, et nous on les a toujours défendus. Donc, en compromis, la mairie installe ce petit terrain, où l'on joue en sixte, hein, tout l'équipement payé par l'OM. C'était le club de supporters MTP, dont le local se trouve au quartier, qui devait le gérer ; en pratique, les minots s'en occupaient, ils avaient même explosé les serrures de l'enceinte et pouvaient donc jouer tard l'été, après les heures de fermeture. Les vieux cons, incommodés par les clameurs, ont fini par la ramener, ce qu'ils savent faire le mieux. La mairie propose donc de transformer le terrain de foot en terrain de boules (alors qu'il y en a déjà un à 300 mètres), lequel terrain serait géré par le patron d'un bar à bo-bos, proche de la mairie. Révolte des minots de la Plaine, qui organisent d'eux-mêmes une manif de protestation devant le bar, avec banderoles ! Ils avaient rédigé et diffusé un tract photocopié, écrit à la main en caractère bien lisibles, où ils expliquaient l'affaire et exigeaient le maintien du terrain de ballon ; ils faisaient même le parallèle avec l'ouverture du centre de rétention d'Arenc, écrivant un truc comme « ils veulent nous virer de la Plaine comme ils virent les immigrés sans papiers à Arenc ». Devant cette mobilisation, le patron du bar se retire du projet de terrain de boules – qui aurait été, à l'évidence, un terrain destiné à ses bo-bos de clients, mais le gars, qui a aussi été dans une autre vie un minot du quartier, a senti venir l'embrouille... Résultat ? Les équipements ne sont plus là parce que la mairie les avait enlevés dans un premier temps, mais le terrain est toujours là, bien dégagé, et les minots s'en foutent, ils ont appris à jouer sur du bitume alors... ils continuent de jouer au ballon.

Bon, un activiste radical dira sans doute : « Dommage que ces minots se mobilisent juste pour du ballon. » Mais les minots se battent pour ce qui les concerne. Comme tout le monde, les ouvriers de Continental ou les jeunes de Villiers-le-Bel. Quand je vois ces jeunes de 15/20 ans qui se prennent en main tout seuls – nous, on a même pas eu à intervenir, de toutes façons la Plaine sans frontières n'existait pratiquement plus à ce moment-là – pour défendre leur territoire et qu'ils portent ça sur la place publique, je considère qu'ils mènent une action politique. Et qu'elle est de nature à renforcer les liens entre eux. Ils jouent au ballon sur leur terrain, ils se sont battus pour ça. Aucun travailleur social ni aucun militant n'avait été voir ces minots pour les inciter à se mobiliser. De toutes façons comme je les connais, ils les auraient envoyés se faire une soupe d'esques...

« [...] Les minots se battent pour ce qui les concerne. Comme tout le monde, les ouvriers de Continental ou les jeunes de Villiers-le-Bel. »

Maintenant, les institutions paient des gens chargés de « créer du lien social ». On croit rêver... Ainsi, dans les transports en commun à Marseille, on voit circuler depuis peu des « médiateurs ». Ce sont pour la plupart des jeunes issus des cités, revêtus d'un T-shirt attestant de leur fonction, à savoir calmer les embrouilles dans les bus ou les rames de métro. Ce qui est tout relatif : quand les deux ou trois « médiateurs » ont affaire à une quinzaine de cramés jouant les terreurs dans le bus, comme ça arrive, prêts à sortir leurs lames, les « médiateurs » en question n'ont plus qu'à s'arracher en appelant la police au secours. Mais enfin, ils interviennent sur des petites « incivilités », l'un qui fume dans le métro, l'autre qui met les pieds sur la banquette, bref sur ce qui jadis relevait de la politesse ordinaire.

Par ailleurs, il y a une habitude très ancienne à Marseille depuis les années 70'. Que je vous explique : comme un ticket unique vous donne droit à circuler sur tout le réseau durant une heure, vous refilez votre ticket à quelqu'un d'autre en sortant du métro ou en descendant du bus, vous trouvez presque toujours des gens qui attendent devant la sortie, vous savez bien ce qu'ils attendent et leur filez votre ticket qui n'a généralement pas épuisé sa validité, ce qui leur permet de voyager gratuit et sans ennuis avec les contrôleurs. Voilà du lien social, spontané et éphémère mais à l'échelle de toute une ville - a fortiori quand l'organisation et l'exploitation des transports en commun constituent un moyen de ségrégation sociale. Pourtant, cela fait trente ans que les journaux locaux essaient de convaincre les Marseillais de renoncer à ces pratiques, de faire preuve de « civisme »... Bref, je prends le métro l'autre jour, ce qui m'arrive rarement, et quand je le reprends au retour le tourniquet refuse mon ticket pourtant composté à peine demi-heure avant. J'avise un jeune arabe revêtu du T-shirt « médiateur » et lui soumets le cas. Là, il m'explique qu'en fait j'ai déjà pris le métro, et que je ne peux plus prendre que le bus ou le tramway (et inversement). Ce sont les nouvelles dispositions, qu'il s'emploie aussitôt à justifier par une prétendue baisse du prix du ticket. J'ai compris que c'est en fait la parade trouvée pour rendre en partie inefficace la pratique consistant à refilez son ticket : si vous attendez le ticket à la sortie du métro, ce n'est pas pour aller prendre le bus plus loin, c'est pour prendre le métro précisément. Et le jeune de se lancer dans une justification de la politique tarifaire de la RTM – dont il n'est pourtant pas l'employé, c'est la Ville qui emploie les « médiateurs ». Revêtu de son T-shirt, il se sent investi d'un certain rôle et il l'assume de son mieux. En fait de médiateur, il est là pour défendre ce qu'il n'aurait probablement jamais songé à défendre avant, à savoir la politique de la RTM. Ces « médiateurs » sont censés « apporter du lien social dans les transports en commun marseillais » (c'était écrit comme ça dans le journal). On voit bien quelle est en dernière issue leur fonction, et comment on les conditionne pour ça si j'en juge la conviction avec laquelle ce jeune défendait la RTM...

Au début de cet entretien, tu évoquais l'arrivée de l'héroïne, qui a contribué à « ruiner toute l'énergie » dans les années 1970. Quand est-ce que la poudre a débarqué à Marseille ?

L'héroïne est arrivée vers 1972-73 : les Guérini, qui s'opposaient à sa pénétration à Marseille, sont tombés à la fin des années 1960, il a fallu un peu de temps. Mais l'héro a ensuite très vite pris de grosses proportions, c'est même difficile à imaginer pour des gens qui ne l'ont pas vécu. Un désastre total. On y a tous perdu énormément de copains. Des gens avec qui il a fallu couper radicalement les ponts : ils en arrivaient à voler leur famille, leurs amis, tout le monde. Parce qu'un junkie à l'héro est centré uniquement sur sa dépendance. C'est bien une métaphore de l'individu moderne, totalement autocentré. Un toxico n'est solidaire de personne. Sans compter que l'héro tape au foie, à la longue, ce qui rend irritable et même irascible. Et quand ses adeptes se retrouvent en prison, sevrés, il n'y a pas pire compagnons de détention, geignards au possible, une calamité. J'ai un ami qui s'en est farci quelques-uns comme ça en cellule, une vraie double peine... Ces gars-là n'ont pas de mentalité. J'ai fini par développer une véritable haine des poudreux, les « gaveux » comme on les appelle ici. Avec mes compagnons d'aventure de l'époque, nous étions portés sur l'alcool et les cachets, on avait la défonce plus tribale et plus portée à l'extériorisation... Certaines soirées, ça finissait en vandalisme systématique sur le décor urbain, vitrines, voitures, abribus, tout y passait quand ça nous prenait.

Vous étiez des alcooliques politisés ?

On peut dire ça... Comme la plupart des mes compagnons, j'avais d'abord été ce qu'on appelle aujourd'hui un « jeune en situation d'échec scolaire », puis un « délinquant juvénile », et puis j'avais eu ensuite l'occasion de côtoyer d'autres gens, un peu plus âgés que moi, qui revendiquaient tout ça, le refus du travail etc. C'était l'esprit d'une époque...

« Alcooliques », quasiment, j'ai même dû calmer le jeu quand j'avais 25 ans, je commençais à être atteint. Il n'y a pas que la poudre qui rend irascible à la longue... « Politisés », c'est un mot qui appartient au vocabulaire des militants et les gens qui en avaient plein la bouche de cet adjectif nous gonflaient. Nous

on était dans un tout autre délire. Une révolte sociale. C'était d'abord une façon de vivre, dans une sorte d'urgence sans cesse renouvelée. Quand *Vivre vite*, le film de Carlos Saura, est sorti en 1981, c'est devenu de suite un film culte pour nous – malgré la fin, aisément prévisible... En plus, on savait que les principaux acteurs jouaient leur propre rôle – plusieurs ont fait de la prison, avant, pendant et après le film.

Je n'ai pas grandi dans une cité de banlieue ; comme je vous l'ai dit, j'étais d'en-ville. Mais j'ai habité à deux reprises dans des cités, à chaque fois pour une durée d'environ un an ; tout simplement parce qu'il fallait bien se loger. J'y ai rencontré des jeunes de ma génération, qui étaient nés et avaient grandi là, et avec qui se sont nouées des complicités fortes Certains sont restés de grands amis longtemps après que j'aie dû m'en aller en catastrophe. Contrairement à eux, qui vivaient encore chez les parents, je vivais déjà avec quelques amis, dans nos propres murs en quelque sorte. On avait donc cette possibilité de disparaître quand ça devenait brûlant avec les flics. Cette simple possibilité fait une différence énorme avec les gars qui étaient attachés par des liens innumbrables à leur cité : une fois que les condés les avaient dans le collimateur, ils ne les lâchaient plus, et la cité pouvait alors se transformer en une véritable nasse.

Trente ans après, je ne peux que me sentir proche de ces jeunes peuplant aujourd'hui les cités de banlieue, malgré tout ce qui nous sépare immédiatement. Il y a des choses qu'on ne peut oublier ; par exemple, combien de fois, entre l'âge de 15 ans et celui de 25, avec mes amis et complices, on s'est arrachés à l'arrivée d'une patrouille de condés, soit parce qu'on était en train de faire quelque chose, soit qu'on ne voulait pas être contrôlés... et chaque fois d'aller se cacher dans des endroits improbables... Nous, on a eu la chance de ne jamais tomber sur un transformateur électrique dans notre fuite... Tout ça pour dire que ces minots de Clichy-sous-Bois, je me suis vu en eux, quand j'avais leur âge. Paix à leur âme !

Entre ton expérience et celle des jeunes d'aujourd'hui, tu penses que la situation a empiré ?

Oui, tout est devenu beaucoup plus opaque et irrespirable. On est entré dans l'ère de la Sécurité. Outre le devenir toujours plus sécuritaire de l'État et la multiplication des dispositifs de contrôle et de surveillance, la désintégration du monde ouvrier a changé beaucoup de choses. Des traditions de solidarité et de lutte ont disparu, et la violence directe de l'usine a laissé place à une violence bien plus insidieuse, qui pénètre chacun au plus profond. Voyez France Télécom ; les ouvriers de jadis ne se suicidaient pas comme ça ; quand ils atteignaient la limite ils piquaient des macadams, ils se déchiraient la gueule au bistrot, ils sabotaient leur outil de travail, enfin ils réagissaient...

J'en parle parfois avec certains copains issus des quartiers Nord... À l'époque, quand ils avaient besoin de fric et n'avaient pas l'envie ou l'occasion de monter sur un coup, ils descendaient chercher du boulot à la réparation navale et, même sans qualification, ils trouvaient quelque chose, sur les quais, comme dockers intérimaires. Et une fois que tu avais encapé aux quais ou à la navale, tu n'avais pas peur d'envoyer balader ton contre-maître s'il te gonflait de trop. En dernière issue, il y avait toujours la ressource d'aller « aux dattes » (oui, c'était les petites usines qui conditionnaient des fruits secs arrivant au Port, presque tout le monde a un jour été « aux dattes » dans les quartiers Nord). Mais ça, c'était il y a 30 ans.

Aujourd'hui, des dockers, il n'y en a plus que 700 entre Marseille et Fos, et la réparation navale, déjà réduite à presque rien, est sur le point d'être liquidée. On va nous convertir de force au high-tech et au « tertiaire supérieur »... On va faire de Marseille une « ville créative ». La vérité, c'est qu'aujourd'hui, tu ne peux plus travailler en conservant tes usages, tes combines, ton parler, ta façon de t'habiller et ta mentalité de quartier comme c'était le cas sur le Port : tu dois prendre le pli et te rendre transparent, si tu veux aller bosser dans les immeubles de bureaux climatisés d'Euromerde4. Je crois que beaucoup de jeunes des quartiers n'y trouveront jamais leur place, et franchement je ne le leur souhaite pas.

« Des traditions de solidarité et de lutte ont disparu, et la violence directe de l'usine a laissé place à une violence bien plus insidieuse, qui pénètre chacun au plus profond. »

A propos d'Euromerde, je voudrais dire une chose. Je crois que Marseille posait aux autorités un problème : ils n'arrivaient pas à contrôler cette ville, les « mouvements de population » leur échappaient dans une grande mesure. Ils avaient beau développer des stratégies, comme celle du Plan d'Urbanisme Directeur, sous Defferre, ou encore organiser un quadrillage clientéliste serré, il y restait encore une grande marge incontrôlable. Non parce qu'il y aurait eu beaucoup de marginaux, voyous ou immigrés clandestins (il y en avait, bien sûr, et il y en a toujours). Mais parce que dans une très grande partie de la

population locale, il y avait ce côté « on s'en bat les couilles, on se débrouille ». On s'arrangeait – y compris dans la façon d'occuper l'espace public. Et ça, ce n'est pas tolérable en France : Euromerde est avant tout une opération pour en finir avec ça.

C'est aussi pour rendre compte de cette évolution que tu as écrit *L'Histoire Universelle de Marseille* ?

Entre autres. L'envie m'en est plus précisément venue quand, après une longue absence, je suis revenu à Marseille. C'était en 1990, on sentait des frémissements dans cette ville tellement méprisée que ses propres habitants avaient fini par interioriser ce mépris. Les gens relevaient la tête, il y avait un discours type « fier d'être Marseillais » revendiquant la dignité des quartiers, de la culture locale, qui est profondément prolétaire. Cela allait avec le Massilia Sound System et IAM des débuts, les clubs de supporters antiracistes se créant dans les virages sud et nord, les bandes de redskins, les sound systems où tous ces gens se retrouvaient... C'était chaud. Marseille était encore très mal vue au dehors, pas encore à la mode : quand j'allais en France et que je disais d'où je venais (difficile de le cacher, de toutes façons...), les gens étaient tout de suite négatifs – au demeurant, je regrette cette mauvaise réputation, elle nous protégeait.

C'était enfin un moment où je découvrais beaucoup de choses sur ma ville, son histoire et sa culture, points sur lesquels il existait un black-out total. C'est pour ça qu'en 1993, je me suis décidé à attaquer ce bouquin, que j'ai commencé à ramasser de la documentation, à hanter les archives municipales et différentes bibliothèques (à l'époque le personnel était encore composé de bons marseillais bien plébéïens, c'était un régal de travailler là). Je voulais donner une densité politique au frémissement qu'il y avait à l'époque dans cette ville.

Bref, je me suis lancé. Mais sans penser que ça prendrait une telle ampleur. Je travaillais souple, hein : ne croyez pas que je me levais à six heures du matin et que j'arrosais le clavier de ma sueur et de mes larmes jusqu'à huit heures du soir... D'abord parce j'avais d'autres occupations, et ensuite parce j'écrivais quand ça me venait, je m'arrêtais parfois pendant des mois pour prendre le temps de la réflexion. J'ai beaucoup écrit lors de séjours prolongés dans d'autres villes, où j'étais plus relax par rapport à mon sujet. Vers 2001, 2002, j'ai eu une petite période de découragement, parce que je travaillais sur la partie contemporaine et que je n'avais plus cette distance temporelle. C'est aussi une époque où j'étais très impliqué à Marseille, notamment dans la Plaine Sans Frontières. Je passais aussi beaucoup de temps à Barcelone, où je voyais la destruction des quartiers prolétaires d'en-ville, et aussi la résistance des habitants et des squatters (on avait d'ailleurs organisé en 2002 une rencontre avec des Barcelonais sur ce thème à Marseille, dans le quartier du Rouet promis à une prochaine démolition). La confrontation avec Barcelone a finalement été très féconde pour moi, et m'a aidé à ressaisir le fil de mon Histoire de Marseille. Et puis les choses se sont précisées du côté du projet Euroméditerranée, on voyait clairement comment ils allaient s'y prendre pour en finir avec la ville et j'ai achevé le livre là-dessus. Ce qui a coïncidé avec la rencontre avec les éditions Agone, qui n'avaient jamais rien publié sur Marseille (où elles sont nées et se trouvent toujours) : elles ont eu le manuscrit, on a causé un peu et voilà...

Tu disais avoir été en échec scolaire, ne pas avoir fait d'études. C'est pourtant un livre impressionnant, notamment au niveau de la recherche...

Je suis autodidacte, c'est quelque chose auquel je tiens. J'ai toujours aimé lire. Ça m'a peut-être aidé à ne pas complètement sombrer dans la folie furieuse, d'ailleurs, quand j'avais vingt ans. Chez mes parents, il y avait toujours eu des livres : mon père, qui était marin, se trouvait impliqué dans toutes les grèves, et il lisait un peu des bouquins politiques. Ça continue à le passionner aujourd'hui ; à 85 ans, il me dit qu'il devient anarchiste quand il voit ce qui se passe... J'étais donc un petit peu familiarisé avec la lecture. Par contre, je détestais le système scolaire, surtout quand j'ai eu l'âge d'aller au lycée - à l'époque, ça commençait dès la 6e, juste après l'école communale. J'étais au lycée Thiers, le lycée du quartier, d'en-ville, mais aussi celui de la bourgeoisie des quartiers Sud, et c'était plein de petits cons que je ne pouvais pas encadrer. A 15 ans, l'institution scolaire n'a plus voulu de moi et je n'ai plus voulu d'elle... J'en ai profité pour désertir le logement familial ; dans un premier temps, je logeais chez des copains plus âgés, des gars que je connaissais comme ça, et j'en profitais pour jeter un œil sur les livres qui traînaient... Bakounine, les situationnistes, Marx, Wilhem Reich... enfin je feuilletais plus que ne lisais, je ne les ai vraiment lus que plus tard (à cet âge-là, pas mal de choses m'échappaient, et ce que je lisais vraiment, c'était des Série noire que je volais par dizaines dans les librairies !). Par la suite, j'ai élargi le spectre de mes lectures, histoire, philosophie, anthropologie, ethnologie etc.

Pour revenir à cette époque-là, où j'ai fait les choix qui ont décidé de toute ma vie, l'impression que j'en ai gardée est celle d'une plus grande liberté de mouvement, d'une plus grande fluidité. La plupart des jeunes ne se prenaient

pas vraiment la tête sur leur avenir, sur la possibilité de trouver un boulot etc. Les manifs partaient vite en affrontement avec les flics – là je vous parle, pour mon expérience personnelle, des manifs lycéennes, dans la première moitié des années 1970... Des gars des CET, ce qu'on appelle maintenant les lycées techniques, qui vivaient déjà un peu dans le régime de l'usine, des lycéens qui désertaient le lycée, des zonards, des bandes de cités, bref, des jeunes différents se retrouvaient côte à côte contre les services d'ordre des organisations et contre les CRS.

À la fin des années 1970, pour moi et mes amis, les manifs étaient déjà loin. On n'était plus scolarisé depuis longtemps, donc les mouvements lycéens ont vite cessé de nous concerner. Certains, on avait connu la prison, aussi, pour droit commun... À ce moment-là, notre truc, c'était d'aller aux concerts, ceux qui se tenaient sous chapiteau ou bien au Stade Vélodrome, et de tenter d'entrer sans payer. La musique – et tout ce qui tournait autour – était pour nous un enjeu important, vital même, alors que les projets de réforme de l'Éducation nationale nous glissaient dessus comme de l'eau sur une toile cirée, vous pensez bien... Bref, on allait provoquer la sécu et les condés dès qu'il y avait un gros concert. Mais beaucoup de ceux qui venaient voir le concert de façon plus « classique » se rangeaient à nos côtés dès qu'il y avait des affrontements. Ils n'étaient pas de notre monde, mais ils rappliquaient quand même. Aujourd'hui, ça n'arriverait plus. C'est devenu beaucoup trop compartimenté.

Il y en a un bon exemple avec ce qui s'est passé aux Invalides, lors des manifs contre le CPE, quand des bandes de la lointaine couronne parisienne ont déboulé pour casser du manifestant. Il s'agissait de bandes qui venaient de très loin, et non pas de la proche banlieue. Vraiment un autre monde. Pour eux, ils débarquaient en territoire ennemi.

On y était et c'était en effet assez terrible. L'impression d'une incommunicabilité totale. Et d'une violence sans issue...

Je crois quand même que c'est spécifique à Paris ; à Toulouse par exemple, une partie de ceux qui avaient participé aux émeutes de 2005 se sont retrouvés dans les manifs anti-CPE aux côtés de gens avec lesquels ils avaient eu des échanges en novembre, et tout le monde a fait bloc commun. Et on m'a raconté la même chose à propos d'autres villes.

Après, il faut relativiser. J'ai vu récemment un vieux reportage - datant de la guerre d'Algérie - sur une bande de blousons noirs qui, entre autres violences, avait attaqué une manif d'étudiants contre l'envoi du contingent : ils expliquaient qu'eux, fils d'ouvriers, devaient partir dès qu'ils étaient appelés, alors que les étudiants bénéficiaient toujours de sursis. Une sorte de haine de classe pervertie... qui n'a finalement pas empêché les blousons noirs de se retrouver aux côtés des étudiants en 1968...

On ne peut pas non plus ignorer l'existence de véritables malentendus culturels. Lors d'une manifestation anti-CPE, à Marseille, j'ai vu une équipe de minots tout de Lacoste vêtus entourer un punk, un type qui avait sur lui tout l'attirail 1977 : « Eh, monsieur, pourquoi vous vous habillez comme ça, ça veut dire que vous n'aimez pas les étrangers ? » Un collègue arabe, redskin en Fred Perry et Doc M., s'est interposé et ça s'est arrêté là, mais ça aurait pu devenir chaud pour le punk... Si l'appartenance des gars des cités est aussi liée à la couleur de peau, il y a aussi, en tout cas ici, des bandes des quartiers Nord avec des blancs dedans, ce n'est pas le problème, ils sont lookés pareils, Lacoste & Reebok, même coupe de cheveux etc. Mais quand ils croisent des bandes où il n'y a que des blancs avec un look très marqué, qui n'est pas celui des quartiers et des cités, leur réaction immédiate sera de les prendre pour des racistes. À Marseille, en plus, les punks n'ont jamais été trop bien vus par la jeunesse des cités ; durant les années 1980 c'était même risqué. Figurez-vous à Paris, où les clivages sont encore plus marqués...

Pour revenir aux événements des Invalides : ça reste un cas limite. Prenez l'émeute de la Gare du Nord, en mars 2007, quand les mecs sont venus à la rescousse d'un black s'étant fait rouer de coups par les contrôleurs et la BAC : tout le monde a fait bloc. Il y avait des équipes de la banlieue, des types de la mouvance autonome ou anar parisienne, et puis des gens qui passaient, des collégiens, des lycéens, des badauds...

« Prenez l'émeute de la Gare du Nord, en mars 2007, quand les mecs sont venus à la rescousse d'un black s'étant fait rouer de coups par les contrôleurs et la BAC : tout le monde a fait bloc. » Tu y étais ?

Non, mais je connais quelqu'un qui y a participé, un Parisien intra-muros. Lui m'a parlé d'une ambiance de camaraderie, tous unis contre les flics. Ceux qui étaient là dès le déclenchement des événements, puis tous ceux qui ont rejoint le truc en cours de route, puisque les portables ont battu le rappel ; soit au final, une force de plusieurs centaines de jeunes ayant pris le contrôle de la gare.

Hormis cet aspect-là, l'émeute de la Gare du Nord est intéressante comme déplacement de la conflictualité, de l'intérieur de la cité à un axe de circula-

tion. Ce n'est pas nouveau – combien de conflits avec les contrôleurs, dans les rames de métro et les RER ? – mais l'échelle a changé, cette fois. Et que cela arrive à la Gare du Nord, point de condensation où les bandes du 93 trainent, où les gens travaillent, où les banlieusards passent pour aller bosser, n'est pas innocent.

Et puis, pour une fois, les flics ont reculé. Comme à Villiers-le-Bel en novembre 2007, d'ailleurs...

À Villiers-le-Bel, les condés ont vraiment pris peur... Ils l'ont d'ailleurs fait payer aux gars. D'abord il y a un an, en Correctionnelle, où des jeunes de Villiers ont pris jusqu'à trois piges pour avoir caillassé les condés. Puis à ce procès de Cour d'Assises, il y a plus de deux mois, où trois personnes accusées d'avoir canardé les flics se sont pris 15, 13 et 9 ans de placard, et deux autres accusées d'avoir fourni une arme ont écopé de 3 ans. Des gens arrêtés – rappelons-le – sur dénonciation d'indics notoires, ou de témoins sous X... Ces condamnations créent un précédent énorme dans tout le pays.

Voyez donc : à Grenoble, peu après ce verdict, affrontements avec les flics dans le quartier Villeneuve, suite à la mort d'un jeune braqueur local. Trois jeunes se font serrer sur une soi-disant tentative d'effraction à des kilomètres de là, rien à voir avec ce qui se passe au même instant à Villeneuve. Mais du seul fait qu'ils résident à Villeneuve, et qu'ils sont noirs et arabes, le procureur s'est permis de faire l'amalgame avec les affrontements et les coups de feu tirés sur les flics durant ceux-ci et, vu la gravité de ces événements, de réclamer une peine-plancher à leur encontre ! Finalement, l'un a pris 6 mois ferme, les autres du sursis, et on en arrive à se dire qu'ils s'en sortent pas trop mal vu l'ambiance hallucinée qui règne dans les tribunaux !

« On avait sûrement calomnié Youssef K..., car, sans avoir rien fait de mal, il fut arrêté un matin. » Le procès de Villiers-le-Bel, c'est ça, du Kafka. L'examen des faits, des preuves, des témoignages, à charge et à décharge, tout ce qui constituait la procédure n'a plus aucune espèce d'importance dès qu'il s'agit d'un jeune de la banlieue. A ce stade, le seul fait d'être accusé constitue en soi une preuve. Ce qui est fort dans Le Procès, c'est précisément qu'il n'y a pas dénonciation d'une erreur de la Justice, d'une injustice, puisqu'on ne sait pas de quoi K. est accusé, on ne le lui notifiera jamais et donc la question de savoir s'il est coupable ou innocent ne peut même pas être posée : il n'y a que le fonctionnement impersonnel de la machine, et Kafka montre que c'est bien là que se joue l'essentiel – la monstruosité sans fin de cette bureaucratie répressive qui se nourrit d'elle-même, et face à laquelle il ne faut même pas espérer pouvoir se défendre dès l'instant où l'on a le malheur de tomber dans ses rouages. C'est que viennent de vivre les accusés de Villiers-le-Bel. Déjà, en octobre/novembre 2005, combien de jeunes arrêtés lors des nuits d'affrontements ont été condamnés simplement parce qu'ils portaient un sweat-shirt à capuche : à lire les comptes-rendus de ces procès en comparation directe, il est clair que la question de prouver si l'infraction reprochée a été commise ou non n'avait aucune espèce d'importance.

« Là (...) se joue l'essentiel – la monstruosité sans fin de cette bureaucratie répressive qui se nourrit d'elle-même, et face à laquelle il ne faut même pas espérer pouvoir se défendre dès l'instant où l'on a le malheur de tomber dans ses rouages. »

S'ndek, je ne suis pas en train de plaider pour une Justice impartiale et neutre, je n'ai jamais cru un instant à de telles conneries ; le Droit, pénal comme civil, défend les intérêts de la classe dominante et impose sa vision du monde. Mais enfin, la France n'était pas non plus l'Espagne de Franco ou la Grèce des colonels : un accusé pouvait bénéficier de certaines garanties, comme celle qui prévoyait l'acquittement au bénéfice du doute... Je constate simplement qu'à présent, l'exception est devenue la règle, à savoir qu'on n'a même plus besoin d'être confondu par des preuves et des témoignages publics pour être expédié derrière les barreaux. C'est en train de devenir une justice de tribunaux militaires, expéditive, comme celle que l'État appliquait en Algérie entre 1954 et 1962...

On a reçu ici, à Marseille, une équipe de Villiers, des gars du Comité Vérité Respect Justice (VRJ), deux semaines avant le procès. Ce fut très instructif. Ils disaient qu'à Villiers, la plupart des jeunes ne voyaient pas l'intérêt de leur démarche, que de toute façon les jeux étaient faits d'avance : une attitude assez fataliste, en somme. Là-dessus, un des gars du Comité a dit que, d'une certaine manière, les émeutes sont aussi le fruit de ce fatalisme qui règne dans les banlieues. Une fois l'émeute terminée, que fait-on face à la répression ? Cette même question s'était posée au printemps 1983 aux jeunes des Minguettes... Il est facile de s'extasier de loin sur une explosion de colère, mais comment l'énergie et la révolte en jeu dans celle-ci peuvent-elles s'exprimer sur le moyen terme ? Les gens du Comité VRJ au moins n'ont pas abandonné les inculpés, leurs frères et leurs copains, en haussant les épaules d'un air

résigné, ils ont assumé à leur manière ce qui s'est passé à Villiers les 27 et 28 novembre 2007. Un autre gars de Villiers a d'ailleurs dit clairement : « Les 27 et 28 novembre, c'était deux jours ; mais il y a 365 jours dans une année. » Or, les 363 autres jours, que se passe-t-il ?

D'autre part, on voit bien, dans les interventions publiques des gens qui animent des Comités comme celui de Villiers, qu'il y a une part formatée, celle du discours destiné au public et aux médias. Là, ils ne sont plus entre eux, et passent par des références à des notions très désincarnées comme la Justice, etc. Le Comité réunit aussi des parents, et je trouve d'ailleurs exemplaire que, pour une fois, des jeunes arrêtés après une émeute ne soient pas abandonnés par leurs proches. Ceci dit, je ne suis pas sûr que l'invocation à une justice équitable soit très mobilisatrice dans les autres banlieues où tout le monde sait à quoi s'en tenir.

Il faut cependant considérer deux choses. La première, c'est que les gens de Villiers supportent une énorme pression, policière bien sûr, mais aussi médiatique. Quand on ne cesse de montrer du doigt ton quartier, dans les journaux, à la radio, à la télé, et cela pas une ou deux fois en passant mais des centaines de fois, tu as de quoi être sur la défensive. Vous avez remarqué que les pires torchons du pays, du Parisien à Marianne, ont fait l'amalgame entre cette histoire sordide de l'A135 et l'affaire de Villiers-le-Bel ?

La seconde, c'est qu'un comité de soutien à des inculpés est sur une position de défense, et que l'on construit une défense avec ce que l'on a sous la main. En l'occurrence, la défense s'organise à partir de l'isolement de Villiers-le-Bel, et c'est pour cela que cette venue à Marseille a constitué un événement important. C'est bien qu'une initiative de défense publique des inculpés de Villiers soit née dans cette banlieue du bout du monde et soit allée à la rencontre d'autres gens, d'autres expériences, dans d'autres villes. Il faut saluer ce fait. C'est la première fois que ça se passe, d'autant que les gars du Comité de Villiers sont clairs : ils ne veulent rien avoir à faire avec les partis politiques, et leurs actions sont basées sur la participation commune, refusant toute délégation – s'ils vont à la mairie pour gueuler contre des violences policières, ils y vont à deux cent, pas à cinq ou six représentants. Ce n'est pas le discours d'AC le feu ! qui incite à voter avec des arguments comme « la politique, on la fait ou la subit » - comme si voter c'était faire de la politique !

Tu écrivais dans Le Procès d'une révolte : « Ce qui sera jugé ne sera pas la participation effective de quatre personnes à des faits, mais l'existence même de ces faits. » Cela s'est vérifié : les charges (inexistantes) ont été l'inverse pendant des peines (très lourdes). La police a dicté le verdict ?

C'est peu de le dire ! De A jusqu'à Z, cette affaire a été menée par la police. Un flicailon syndical a carrément fait un lapsus radio, le dimanche 4 juin : « Ce soir, la police a rendu un verdict juste. » Sur cent places réservées au public dans le tribunal, plus des trois quart occupées par des flics parties civiles, ça te pose une ambiance... Jamais un procès n'avait été à ce point taillé sur mesure pour la police. Et ça vient de plus haut que le ministère de l'Intérieur... Une mascarade incroyable, qui ne s'est même pas souciée de donner les apparences d'un exercice normal de la justice. Avec une présidente qui se comporte comme un procureur ! Et le parquet qui fait appel des deux condamnations les plus « faibles » (trois ans, quand même...) ! Que de telles choses puissent advenir sans provoquer aussitôt des protestations massives dans tout le pays montre bien qu'on est entré dans une dictature médiatico-policière de la pire espèce.

Les flics qui ont éborgné deux jeunes à coups de flash-ball à Villiers-le-Bel en juillet 2009 ne risquent pas de passer en procès, eux. Mais patience, ils sont tous en train de se tirer une balle dans le pied... En attendant, ils multiplient les intimidations. Je suis tombé récemment sur une interview anonyme d'un flic de la BAC, très vindicatif, qui laisse entendre que si, pour l'heure, ses collègues n'ont pas encore ouvert le feu sur les émeutiers qui les canardent, « par respect de la légalité républicaine », ça pourrait bien ne pas durer. À l'évidence, le message est destiné en premier lieu aux magistrats chargés de juger les émeutiers arrêtés : ou vous les éliminez, ou on le fera nous-mêmes. C'est tout juste s'il ne menace pas d'un pronunciamiento policier dans le pays (il est vrai que celui-ci a déjà eu lieu, et par les voies d'une élection présidentielle !).

« Mais patience, ils sont tous en train de se tirer une balle dans le pied... »

D'ailleurs, l'omniprésence de la BAC est aussi une chose incroyable. Ils interviennent dans n'importe quelle situation de trouble, aussi léger fût-il – il y a quelques années, à Marseille, on les a même envoyés contre un paisible rassemblement de parents d'élèves dans une école, plusieurs de ces derniers ont été embarqués sans ménagement au prétexte qu'ils occupaient de façon illégale un bâtiment public ! Contre une manif de chômeurs, contre des noctambules éméchés, contre des fumeurs de joints assis sur un banc ou contre les squats, on les voit partout avec la même brutalité et la même assurance d'impunité. Si l'on se souvient que BAC signifie Brigade Anti-Criminalité, la

conclusion est simple : n'importe quelle infraction, ou ébauche d'infraction, à la loi, ou même simplement à un règlement administratif, est criminelle. Ce n'est pas par hasard que le slogan « Nique la BAC » est partout sur les murs, bien plus que ne l'était le « CRS = SS » de jadis.

Mobilisation, appel du verdict, comités de soutien : quelles sont les prochaines étapes de la mobilisation autour des inculpés de Villiers-le-Bel ? Tu vas continuer à y participer ?

Les suites, c'est surtout le Comité de Villiers qui va en décider. Ce sont les leurs qui ont été condamnés, c'est à eux de prendre les décisions ; nous, on suivra, on fera ce qu'on pourra pour les aider. Il y aura un procès en appel, j'ignore quand. Mais je sais que d'ici là, il faut maintenir la pression, il faut continuer de parler de cette affaire qui constitue un cas sans précédent. Ce qui est à craindre, en outre, c'est que ces condamnations écrasantes génèrent, à Villiers et ailleurs, un sentiment d'impuissance, de fatalité et de rancœur tel que ça impose, à l'intérieur même des cités – un peu l'équivalent de ce que ma génération a connu avec l'héroïne dans les années 1970 et 1980. Parce que le ressentiment est là, et vous connaissez la formule : si tu exprimes ce que tu as en toi, ce que tu as en toi te sauvera, mais si tu n'exprimes pas ce que tu as en toi, ce que tu as en toi te tuera (je me rappelle plus de qui c'est, Nietzsche peut-être ?).

Il est un horizon fantasmé par nombre de radicaux, celui de l'alliance des banlieues et des contestataires de tous poils. Tu y crois ?

Non. Des connivences ponctuelles se produisent, comme à Strasbourg lors du sommet de l'OTAN, où des jeunes d'une cité de la banlieue et des Blacks Blocs ont un peu fraternisé. Ou comme à la Gare du Nord en avril 2007. Mais que les uns et les autres puissent se reconnaître un ennemi commun dans de telles situations ne suffit pas à jeter les fondements d'une communauté politique.

Vous parlez d'horizon. Celui des jeunes de banlieue, c'est la cité et la bande. C'est en fonction de cette appartenance-là qu'ils se déterminent ; et pour certains, en fonction de paramètres comme l'origine ethnique ou la confession religieuse. L'horizon des radicaux, c'est leur milieu, où l'on affecte au contraire d'être sans appartenance, « citoyens du monde » ou « prolétaires sans patrie ».

Quand les gars de Villiers sont venus à Marseille, j'ai pu prendre la mesure de tout ce qui éloigne les uns et les autres, qui n'ont évidemment pas le même rapport au monde : c'est une chose d'aller casser quelques vitrines en fin de manif, à des centaines de kilomètres de chez soi, et de rentrer tranquille à la maison, c'en est une autre de blesser une centaine de flics juste en bas de son immeuble... Dans ce dernier cas, le retour de bâton est sans pitié... Donc, quand les gars de Villiers sont venus à Marseille, ils n'ont pas fait un sketch à la Black Panthers, lunettes noires, coupe afro et fusil à pompe sur l'épaule, ils ont tenu au contraire un discours très prudent qui a désarçonné certaines personnes. Les plus jeunes de Villiers, ceux qui ont 15, 20 ans et qui débordent de rage, ne s'exprimeraient sans doute pas ainsi ; mais ceux-là ne sortent pas de leur cité pour aller parler en public. La rage, elle peut aussi se traduire par le refus de parler. On en revient toujours à la question de la prise de parole, qu'on a évoquée plus tôt.

Pour en revenir à la question, cette alliance que vous évoquez n'a pas de sens dans l'immédiat. Une alliance, avec qui, et pour quoi faire ? On ne peut qu'espérer voir les années à venir nous offrir des occasions inattendues de rencontre et d'alliance. Vous me parliez tout à l'heure de la révolte de décembre 2008 en Grèce ; on a vu là une synergie de forces étonnante. Un fait, par exemple, passé méthodiquement sous silence par tous les radicaux français, c'est la participation importante des bandes de supporters aux affrontements. Le jeune qui avait été tué était lui-même supporter du Panathénéikos (un minot de 15 ans, comme ceux de Clichy et de Villiers). Qui furent les premiers à attaquer les flics dans l'heure suivant sa mort, le 6 décembre 2008 ? Bien sûr les anarchistes – Exarcheia c'est leur quartier et ils sont constamment harcelés par les flics –, mais aussi de grosses bandes de supporters de Panathénéikos. Le lendemain, ils ont été rejoints par ceux de l'AEK, club traditionnellement « rouge », et même par ceux de l'Olympiakos, avec qui d'habitude ils sont en guerre. Tous unis contre la police. Où trouve-t-on aujourd'hui, en dehors des groupes activistes anars ou autonomes, des gens qui ont l'expérience commune de débouler en équipe, bien soudés, et de s'affronter à la police, sinon les groupes de supporters « hooligans » ? Et un léger déplacement de perspective suffit à faire apparaître des complicités que l'on n'aurait pas imaginées la veille. Plusieurs mois après son assassinat, on comptait encore par dizaines dans les stades grecs les banderoles en l'honneur d'Alexis Grigoropoulos, insultant la police et le gouvernement.

Ce que je veux dire avec cet exemple, c'est que des alliances sont possibles dans des situations qui portent chacun au-delà des retranchements qu'il occupe habituellement. Et les manif, précisément, ne portent guère les gens au-delà... On l'a vu en Grèce en 2008 : les moments les plus forts ont presque

toujours correspondu à des rassemblements spontanés, alors que les manifs avaient pour résultat d'isoler les plus enragés. À Athènes, dans les heures et les jours suivant le 6 décembre 2008, des gens sont arrivés de partout et en dehors de tout cadre – le dimanche 7 au soir, la fureur de destruction dans le centre ville fut telle que même des groupes anars aguerris ont pris peur, se disant que ces minots de 14 ou 15 ans qui saccageaient sur leur passage tout ce qui représentait l'État et le capital allaient droit au massacre. Eh non, c'est la police qui a reculé. Soit dit en passant, savez-vous que le gouvernement français vient d'engager un psychologue grec (un certain Athanassios Alexandridis) pour le conseiller sur la marche à suivre en cas d'une révolte comme celui de la Grèce en décembre 2008 ?

Ce que je veux dire (...), c'est que des alliances sont possibles dans des situations qui portent chacun au-delà des retranchements qu'il occupe habituellement.

Pour toi, les formes de solidarité développées autour du procès sont le début d'une forme d'auto-organisation ? De ce que Mathieu Rigouste appelle de ses vœux en constatant que « l'émeute ne peut pas être une fin en soi, elle doit être le début de quelque chose » ?

S'auto-organiser... Que l'émeute doive être le début de quelque chose... la réalité n'obéit pas à des impératifs catégoriques. En matière d'auto-organisation, le hip-hop pourrait constituer un espace favorable, production de street-cd, sound-systems itinérants, bref quelque chose qui permette de rallier des énergies de façon plus horizontale. Parce que c'est là que les jeunes de banlieue se lâchent, libèrent la parole. J'aime bien aussi le côté agôn qu'il y a dans le hip-hop. C'est loin d'être évident, cependant, parce qu'à terme la possibilité d'en faire un business tend à organiser l'espace du hip-hop de façon verticale, à fausser la prise de parole et transformer l'agôn en concurrence commerciale... Mais il y aurait des choses à faire, et des rencontres possibles – et j'en ai eu encore la preuve lorsque les gars de Villiers sont venus ici, lors du sound system organisé après les prises de parole.

Il y a aussi autre chose. À savoir qu'une grande partie des jeunes actuellement les plus remuants dans les banlieues, en tout cas autour de Paris, viennent d'Afrique occidentale. Une région du monde où existent encore de fortes pratiques communautaires. Certains ont déjà théorisé là-dessus : à savoir que, contrairement aux discours économistes des thuriféraires occidentaux du développement, qui ne voient en Afrique que catastrophe, les Africains de l'Ouest conserveraient une certaine capacité de rebondir du fait de la persistance de liens et de traditions communautaires, qui leur permettent de bricoler des formes d'entraide et de solidarité dans des pays pourtant sinistrés. Je ne veux pas me lancer trop là-dessus ici, parce que c'est un autre débat, mais... Dans quelle mesure, certaines de ces pratiques, qui ne sont pas si étrangères que ça à des jeunes nés en France de parents maliens, sénégalais ou camerounais, ne pourraient pas être développées ici ? Voilà une question qui vaudrait la peine d'être posée. Face à la désintégration sociale, face à la dépendance – le chômage, qui frappe les banlieusards pauvres en priorité, est d'abord dépendance pure au salarié –, le seul discours tenu jusqu'ici a été de dire « Créons nos propres entreprises », ce qui a été un peu le discours de Public Enemy aux USA voici vingt ans. Développer un capitalisme de banlieue, en somme. Mais la réussite sociale par l'entreprise individuelle, c'est comme le deal : beaucoup d'appelés et peu d'élus. Elle ne fait que perpétuer la « guerre de tous contre tous ». Alors que dans une autre optique, il serait possible – et il y a dans les banlieues des gens qui auraient assez de charisme et de volonté pour cela – d'inaugurer des formes de coopération communautaire, quelque chose qui irait bien au-delà du registre associatif, cantonné à l'inessentiel. Et l'essentiel, c'est ça : comment on construit des médiations entre l'individu et les autres ? Comment la satisfaction des besoins élémentaires devient un moyen de communication ?

Contrairement à ce que fantasment les autonomes et les anars insurrectionnalistes, on ne peut vivre dans la pure négativité. On ne vient pas à bout d'un monde par opposition, mais par contradiction. Il faut pénétrer la force de l'ennemi. Et où se trouve-t-elle ? Dans la capacité infinie de médiation. Et cette capacité, seuls l'État et l'argent la possèdent. Il s'agit de se la réapproprier.

Les gars de Villiers l'ont dit, quand ils sont venus ici : fuck les partis politiques et non à la logique de délégation. C'est un point à partir duquel beaucoup de choses deviennent possibles. Parce qu'élection, délégation et représentation ont pour effet d'enlever aux gens leur capacité à construire leurs propres médiations. Dans les banlieues, l'énergie est vite dissipée : prison, drogues dures, découragement, et chacun sa mère, tout cela finit par arriver. Ceux qui survivent le doivent à eux-mêmes, et ils finissent dans des logiques aussi individuelles que les Français moyens. J'en connais des exemples par dizaines.

« La réussite sociale par l'entreprise individuelle, c'est comme le deal : beaucoup d'appelés et peu d'élus. Elle ne fait que perpétuer la « guerre de tous contre tous » . »

Ceci dit, ce serait une tâche énorme. Et qui reste entièrement à imaginer. Aujourd'hui, ceux qui veulent sortir de la négativité pure, vouée à se consumer en elle-même, se dirigent surtout vers l'associatif, qui donne l'impression de construire, de créer du « lien social »... Mais l'associatif n'est pas encore le commun. Dans les associations, que se passe-t-il ? Un tout petit noyau de passionnés porte l'activité en avant, et les autres restent en demande par rapport à ça, attendent passivement que les meneurs redistribuent. Je le sais, j'ai fait cette expérience à la Plaine Sans Frontières voici dix ans. Et même l'objet de l'activité associative est le plus souvent quelque chose d'inessentiel.

Bref, il faut construire des pratiques qui obligent. Comme les tontines africaines, qui sont des questions de vie et de mort pour ceux qui s'y engagent. L'« associatif » – et ce n'est pas un hasard s'il est souvent étroitement lié au « culturel » – fonctionne beaucoup trop comme un supplément d'âme après les heures de travail ou de chômage ! Là, je parle de pratiques qui remplaceraient le travail salarié ou la micro-entreprise individuelle, qui permettraient de développer des formes de coopération inédites. Et on pourrait s'inspirer un peu de l'Afrique, s'en nourrir – le contraire de l'attitude du degauche culpabilisé par l'histoire de la colonisation, mais toujours partant pour apporter son « progrès » aux « sous-développés ». Il y a beaucoup à apprendre de certaines formes de vie africaines. Un gros travail théorique et pratique à faire en ce sens serait de nature à encourager des expériences d'auto-organisation ici-même, en banlieue et ailleurs. Et peut-être même que de telles expériences ouvriraient enfin des perspectives inattendues...

Pour terminer... Il y a eu des tirs contre une patrouille d'UTEQ, à Villiers-le-Bel, il y a quelques semaines. C'est sans aucun doute très enivrant de faire le sniper sur les UTEQ, mais les lendemains de cuite peuvent prendre l'allure d'une très méchante gueule de bois si, un jour ou l'autre, un flic se prend une balle dans la tête –ou un passant, une balle perdue. Parce que là, ça ne sera pas chaud, ça sera brûlant. Je n'ai de leçons à donner à personne, et surtout pas aux minots d'une cité de banlieue qui ont toutes les raisons d'en avoir après les flics. Mais il y a eu un précédent en 1991 à Mantes-la-Jolie, dans la Zup du Val-Fourré suite à des émeutes - un flic tué accidentellement lors d'une course-poursuite, ses collègues se sont vengés en flinguant un des jeunes les plus repérés de la cité, Youssef Khaïf, et ce en tout impunité (le flic qui l'a tué a été acquitté aux Assises dix ans après, lors même que Khaïf a été tué d'une balle dans la nuque alors qu'il était désarmé). Si la révolte dans les banlieues finit par se réduire à l'affrontement entre une bande et la police, alors celle-ci finira fatalement par avoir le dernier mot. Je n'en dis pas plus, j'ai assez parlé pour aujourd'hui. Merci à vous de m'avoir donné cette occasion de le faire !

—

« LA RÉVOLTE FAIT RAGE, la guérilla urbaine s'est installée dans tous nos quartiers. L'injustice sociale et la violence quotidienne, en sont les causes : discrimination, marginalisation, conditions de vie insupportables. Il est aujourd'hui trop tard pour les grands ducs, d'adopter de nouvelles mesures, pour établir des conditions de vie supportables dans nos quartiers, qui de toute façon n'ont jamais été vivables et ne le seront jamais . Nous ne voulons plus de dialogue avec le gouvernement, nos pères, nos familles, ont suffisamment été abusés par les discours. Le dialogue est définitivement rompu, n'envisagez plus de nous endormir.

NE COMPTEZ PLUS NOUS MANIPULER, ceci même malgré l'utilisation d'Imams et porte-paroles que vous instrumentalisez, que vous poussez à diffuser des appels au calme. Nous n'avons aucune arme de destruction massive, juste quelques canettes explosives, pas de bombardiers, juste nos poches, mais tremblez petits barons de Neuilly, nous sommes à vos portes et organisons l'attaque de vos centres-villes. »

Des combattants émeutiers du 93.

—

2 Soit les comités d'intérêts de quartiers. Ceux-ci jouent un rôle non négligeable à Marseille.

3 La Fratrie Guérini.

4 Il s'agit d'Euroméditerranée, projet massif de quartier d'affaires.

5 Alèssi fait référence à cet automobiliste tué fin juin sur l'A13 pour une très bête histoire de tôle froissée impliquant des habitants des Mureaux.

6 Article 11 en avait parlé.